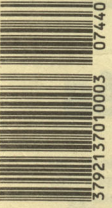


T 2137 - 744 - 10,00 F



le monde **Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°744 JEUDI 23 MARS 1989 10,00 F

MUNICIPALES

LES ÉLECTIONS PASSENT.



LA MISÈRE DEMEURE !

F°P.2520

communiqués éditions

• BOURGOIN-JALLIEU

Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin organisent une Fête de la chanson le samedi 1^{er} avril à 21 h au théâtre Jean-Vilar à Bourgoin-Jallieu, avec Véronique Pestel, Fabienne Elkoubi et les Morspions's Brozeur (compagnie théâtrale). Entrée : 55 F (étudiants et chômeurs : 35 F).

• AIX-EN-PROVENCE

Une liaison vient de se créer sur Aix-en-Provence. Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• TOULON

Le groupe Région-toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent un concert « Rock antifasciste », le samedi 25 mars à partir de 20 h 30, salle de la Bourse du travail, à la Seyne-sur-Mer, avec « Les rats » et « Kurt » (stand-buvette).

• BOURGOIN-JALLIEU

Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin organisent, le dimanche 9 avril, à la Maison de quartier de Champfleuri, à Bourgoin-Jallieu, un concert avec Marie-Josée Vilar. Entrée : 50 F (35 F pour les chômeurs et les étudiants).

• BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman de la FA de Bordeaux vous informe que désormais ses permanences se dérouleront tous les samedis, de 14 h à 16 h, au local, 7, rue du Muguet, à Bordeaux (tél. : 56.81.01.91).

• ASNIÈRES

Le groupe Malatesta vous informe qu'il vend le « Monde libertaire » tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h 30 au marché d'Asnières (près de la mairie) et qu'il est possible aux sympathisants de nous rencontrer à cette occasion.

• PONTARLIER

Une liaison anarchiste jurassienne est en formation. Il est possible de la rejoindre en écrivant à : Liaison anarchiste jurassienne, BP 301, 25304 Pontarlier cedex.

• BORDEAUX

La réunion du groupe Sébastien-Faure a lieu tous les derniers dimanches du mois, à partir de 10 heures au siège, 7, rue du Muguet. Réunion hebdomadaire tous les vendredis à 19 heures au siège. Débats sur les questions d'actualité, culturelles ou diverses. Tous les anars et sympathisants sont fraternellement invités (tél. : 56.81.01.91).

• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI^e de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).

• BADGES

Le groupe FA de Bourgoin a édité des badges « Vive l'anarchie » (plus dessin de Reiser) au prix de 10 F (8 F à partir de 10 exemplaires). Pour toute commande, écrire à « Contre courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à libeller à l'ordre de l'association).

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

La revue « Contre vents et marées » vient de sortir son numéro 57, qu'il est possible de se procurer contre 3 F, ou en s'abonnant contre 50 F à « Contre courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• PARIS

Le groupe « Pensée et Action » de la FA vient d'éditer deux autocollants (blancs et noirs) : « Travailleurs, organisons-nous, action directe » et « Non au consensus politique et social, seule la lutte paie » (50 exemplaires : 20 F et 1 F à l'unité).

NON
AU CONSENSUS
POLITIQUE ET SOCIAL
SEULE
LA LUTTE
PAIE !
FÉDÉRATION ANARCHISTE

• AUTOCOLLANT

Le groupe « Humeurs Noires » vient d'éditer un autocollant (« Elections 1989 : l'extrême droite crache son venin »). En vente à la librairie (on peut commander) au prix de 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires et de 1 F à l'unité (couleurs : jaune et noir).

ÉLECTIONS 1989
L'EXTRÊME-DROITE
CRACHE SON VENIN
REAGISSONS
FA

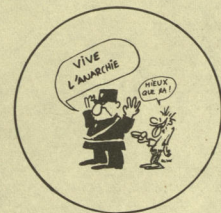
• « OUVRE TA GUEULE »

Le groupe Henri-Poullaille vient de sortir une feuille sur 4 pages au titre de « Ouvre ta gueule », qu'il est possible de se procurer contre 2 F. Tous les sympathisants de Saint-Denis et de la région peuvent contacter le groupe en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

communiqués

• GRENOBLE

L'Association de réflexion anarchiste (ARA) organisera une semaine libertaire au 102, rue d'Alembert. Rappelons qu'à cette adresse se trouve un squatt géré par plusieurs associations. Cette semaine se déroulera de la manière suivante : à partir de 17 heures, porte ouverte avec projection d'un film vidéo suivie d'une causerie ; à 21 heures, une conférence-débat. Lundi 3 avril : « Ecoutez May Picquerey » ; « Le fédéralisme et l'internationalisme », animé par Gaetano Manfredonia de la Fédération anarchiste. Le mardi 4 avril : « L'orchestre noir » ; « Les croyants face à la religion », animé par Marc Prévôtel avec la participation de la Libre Pensée de l'Isère. Mercredi 5 avril : « Histoire de l'anarcho-syndicalisme en France » ; « Où va le syndicalisme ? », animé par des syndicalistes de la CNT, de l'USI... Jeudi 6 avril : « De Toda la vida » ; « La femme face aux pouvoirs », animé par Pepita, militante de Femmes libres. Vendredi 7 avril : « Ecoutez Eugène Bizeau » ; concert avec Marie-Josée Vilar. La participation aux frais s'élèvera à 20 F par jour, 50 F pour le spectacle du vendredi soir. Une carte de soutien, pour la semaine complète (du lundi 3 avril au vendredi 7 avril, à Grenoble) permettant l'accès à toutes les activités, est disponible dès maintenant au prix de 100 F à l'adresse suivante : ARA, 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble.



éditions

• « GRAFFITI »

Le groupe « Humeurs Noires » vient de sortir le n° 7 de sa feuille d'expression « Graffiti ». Elle est consacrée à la Révolution de 1789 ; la révolution en elle-même et l'histoire de la classe dominante qui y a trouvé sa source. Que tout le monde profite de cette nouvelle contribution anarchiste à la commémoration de ce bicentenaire.

Humeurs Noires 31

LA BOURGEOISIE A 200 ANS ...



• BADGES

Le groupe Sacco-Vanzetti vient de rééditer plusieurs badges, en vente à la librairie du Monde libertaire (5 F) : « Religion, oppression mentale » (mauve) ; « Racisme ? Non merci ! » (jaune) ; « Un avenir sans futur » (jaune) ; et « Céder un peu, c'est capituler beaucoup » (rouge).

• BADGES

Le groupe Sacco-Vanzetti peut réaliser des badges selon maquette fournie (diamètre : 38 mm, plastifiés, armature métallique, épingle de sûreté). Pour renseignements et tarifs, contactez-nous : éditions Entraide, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles.

• ENVELOPPE

Le groupe du XI^e vient d'éditer une nouvelle enveloppe. Il s'agit du militant pacifiste Louis Lecoin, avec comme phrase : « La guerre, ce crime contre les peuples, n'est jamais excusable ». Elle coûte : 1,80 F pièce ; 1,50 F à partir de 10 exemplaires ; 1,30 F à partir de 50 exemplaires ; 1,10 F à partir de 100 exemplaires ; 0,80 F à partir de 500 exemplaires ; 7,50 F la série de 5 fois un exemplaire ; 65 F la série de 5 par 10 exemplaires.



La guerre, ce crime contre les peuples, n'est jamais excusable. Louis Lecoin.

• AUTOCOLLANTS

Le groupe Carlo-Cafiero a réédité l'autocollant « Droit au logement gratuit pour tous ». Il l'a édité également sous une autre formule : « Droit au logement décent pour tous », afin de contenter tous ceux qui sont prêts à s'investir dans une campagne massive sur le logement. Ces deux autocollants, en blanc et bleu, sont disponibles à la librairie du Monde libertaire (on peut commander) au prix de 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires et de 1 F à l'unité.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08

ELECTIONS Pâles municipales

Avrai dire, on s'attendait globalement à de tels résultats, et l'inquiétude paraît aujourd'hui plus que jamais légitimée. Disons, schématiquement, que ces municipales confirment largement le rapport de forces droite-gauche établi lors des dernières législatives, même si le PS regagne finalement le terrain concédé en 1983. Il n'en demeure pas moins que peuvent s'amorcer, sur la base de ces données électorales, de dangereux glissements de terrains politiques.

L'ouverture est ouverte

Au terme de l'épreuve, Rocard d'Estaing voit effectivement sa position de Premier ministre (premier ministre) tranquillement confortée. L'érosion communiste, tout d'abord, perdure. A Alès, au Mans, à Sartrouville, le PCF perd des plu-

mes, et en définitive la carte électorale du PCF se réduit désormais à quelques tâches rouges. Il est même une majorité de départements où, réellement, il ne compte plus guère. Moins que jamais, les communistes s'avèrent en mesure d'infléchir l'action gouvernementale. Et tout au long de cette campagne, ils ont démontré en permanence leur incapacité chronique à rompre avec le centralisme dogmatique et autoritaire, ou avec ce double jeu perpétuel qui tient désormais lieu de tactique : ici on s'acquine au PS, et là on l'assassine.

Mais les socialistes non plus ne peuvent se saisir des résultats municipaux pour contester la ligne austéritaire rocardienne. D'ailleurs, à Marseille, le triomphe de Vigoureux sur Pezet, l'homme imposé par l'appareil, sonne le glas de toute velléité d'indépendance du PS vis-à-vis de la stratégie mitterrandienne.

Face à Rocard, ratissant des voix à gauche (le passé PSU fait encore illusion) et au centre droit ; les chiraquiens ragailardis ne constituent pas un repoussoir idéal ? C'est en fédérant autour de son image paternaliste tous ceux qu'inquiétaient les assassins d'Ouvéa, que Mitterrand II empocha une confortable réélection. La stratégie présidentielle de Rocard ne s'ordonne pas différemment, même si l'alliance à la technocratie et aux financiers barististes se veut cette fois explicite. Aussi, cette semi-victoire du PS, qui représente une réelle victoire pour Rocard, sonne le glas pour tout changement rapide de politique économique.

La politique de l'autruche

L'austérité, la précarisation des salariés, le cynisme d'une politique fonctionnant uniquement à la manipulation symbolique (le RMI, l'ISF, le référendum néo-calédonien, en constituent de merveilleuses et scandaleuses illustrations), ont toujours un bel avenir. La division du travail gouvernemental, lors de cette campagne, a encore une fois suffi à faire passer la pillule. Mitterrand, se cachant sous le chapeau de Blum, fustige « l'argent facile qui avilit et qui dégrade » et répète son attachement à l'union de la gauche.

Rocard, parallèlement, devant la presse anglo-saxonne, dresse l'éloge d'une finance moderne « moralisée » à la mode américaine et ras-

sure entrepreneurs et boursiers. Le tour est joué. Militants et sympathisants socialistes se ruent sur leurs balais et pots de colle. Financiers et patronat se rassurent, voire financent. Voici toute l'alchimie d'une campagne réussie à la sauce « France unie ». Pendant ce temps, sept mois de conflits sociaux dans le secteur public passent à la trappe. Et tout le monde oublie opportunément ces scandales à répétition des défits d'initiés, qui forcèrent tout de même le numéro 2 du ministère des Finances, Alain Boubil, à la démission. On efface la colère des infirmières. On organise un sévère black-out médiatique sur l'action des personnels de l'éducation en colère contre Jospingre. On minimise la situation parfaitement explosive en Corse. Mais, en même temps, Claude Evin satisfait intégralement et en douceur les exigences des chefs de cliniques. C'est vrai qu'après tout ils ne perçoivent que cinq fois le salaire d'un enseignant débutant, que sept fois le SMIC. A chacun ses urgences ! Mais vraiment, quelle belle campagne municipale ! Les 38% d'abstentionnistes du 1^{er} tour, dans les villes, y furent manifestement sensibles. Notre honneur politique fut de ne pas se mêler aux clientélismes et petits marchandages locaux qui, structurellement, ne modifient en rien nos conditions effectives d'existence. L'urgence, plus que jamais, reste aux luttes concrètes et radicales.

Willy PELLETIER
(Gr. Benoit-Brouthou de Lille)

EXTRÊME DROITE

Le FN est toujours là !

LES résultats des dernières élections municipales étaient attendus à droite comme à gauche. Ce fut un véritable test national de la recomposition politique, un peu moins d'un an après les présidentielles et son corollaire : les législatives, la consultation sur la Nouvelle-Calédonie comptait quasiment pour du beurre.

Chacun guettait, repoussoir pour les uns, accoudoir pour les autres, le Front national. Pas de chance, seul un maire pour cette fois-ci porter cette éti-

quette gluante. Faut-il voir chez le cochon d'électeur français une preuve de maturité politique. Le sinistre poussah en aurait-il fait un peu trop ? Ou bien, est-ce la peur que constituent toujours les extrêmes (les candidats d'extrême gauche — moins bien lotis côté finances — n'ayant aucun élu non plus, la comparaison s'arrête là).

Le danger demeure

La surprise est loin d'être divine. Les scores se maintiennent à peu près. Les commentateurs

officiels et les politiciens professionnels, qui semblent, malheureusement, toujours considérer les nazillons comme des adversaires communs, devront désormais composer pour un temps assez long avec eux. Les élections européennes de juin — auxquelles nous nous abstenons bien entendu — feront peut-être oublier les grandes déclarations de principe de ceux qui ne veulent pas, pour l'instant, y toucher ; et la droite la plus sage recommencera à toucher du côté bleu-blanc-rouge. Les alliances et les mésalliances vont encore se dénouer, se rompre, se consommer... La seule alternative de l'extrême droite reste, une fois de plus, le chantage. Ce type de pratique est coutumière de ce courant de pensée (sic). Brandir la menace du suicide politique de la droite, si elle refuse le mariage, c'est céder à la facilité de l'analyse, compréhensible par tous, c'est en fait un cri d'impuissance et d'angoisse...

Les faits sont têtus. Le phénomène Le Pen, et toutes les saloperies qu'il trimballe avec son cortège de skins, commence à corréler de façon permanente sur les couches de population les plus défavorisées, frappées de plein fouet par la crise. Il n'est qu'à voir une ville comme Saint-Denis, où déduits les 50% d'abstentionnistes, près de 20% des électeurs votent FN, contre 54% au PCF. Saint-Denis, c'est près de 25% de la population qui est immigrée. La désertification industrielle, timidement combattue, a été particulièrement accentuée. Les positions sectaires du PCF et l'embourgeoisement du PS ne sont pas pour rien dans la confirmation du vote à l'extrême droite, mais les arguments ultra-démagogiques ont leur plein effet : la chasse aux immigrés et la chasse aux graffitis, la basilique qui se transforme en mosquée. Tout y passe. Plus l'appât est grossier et plus le poisson se laisse couillonner.

Se mobiliser dès à présent et combattre le Front national procède désormais de la plus grande priorité. Le réseau Le Pen est en train de tisser un réseau d'amitiés, de collaborations à l'échelon européen, de compromissions, il œuvre comme un rat dans les égouts. Ce n'est pas être paranoïaque que de le dire, l'écrire, le proclamer. Y renoncer, c'est être complice...

Emile VANHECKE



Rocard en campagne...

Amis lecteurs

L'opération dont nous vous parlions fin janvier, et qui concernait la diffusion massive du *Monde libertaire* dans les kiosques de la région parisienne, a porté ses fruits. Vous pouvez désormais le trouver dans tous les kiosques importants, et nous allons concentrer sur tous ces points de vente, en essayant de réduire au maximum le nombre d'inventus, qui seront autant de journaux pouvant être mis en vente ailleurs.

Dès cette semaine, nous renouvelons l'opération sur toute la province, où le nombre de kiosques est, proportionnellement, moins important que sur la banlieue parisienne, mais où, dans certaines grandes villes, le *Monde libertaire* était très difficile à trouver. Votre courrier est là pour le prouver. N'hésitez pas à nous prévenir si vous avez des difficultés à vous procurer notre journal, en précisant le numéro du dépositaire NMPP chez qui vous achetez habituellement votre journal. Nous ferons le nécessaire le plus rapidement possible.

Cela devrait être exceptionnel car, l'augmentation du tirage étant importante, vous devez trouver le *Monde libertaire* dans tous les centres ville, toutes les gares et sur tout l'hexagone (sans oublier nos amis corses !).

Alors, dès jeudi, vous savez ce qu'il vous reste à faire : vous précipiter chez votre marchand de journaux habituel pour vous assurer qu'il vend bien le *Monde libertaire* et, bien sûr, le faire savoir à votre entourage !

Voici, pour les mois de janvier et février 1989, la liste des souscripteurs au *Monde libertaire*. Si vous avez un peu (ou beaucoup !) de monnaie, surtout n'hésitez pas à suivre leur exemple...

Les administrateurs

Janvier 1989 : GREGOIRE J. (60 F) ; COMBES P. (270 F) ; MARTI P. (60 F) ; TOURELLES R. (95 F) ; BOUDOT D. (60 F) ; GESSET A. (100 F) ; PREVOTEL M. (60 F) ; FAUCET M. (60 F) ; BATTOUFLET C. (690 F) ; VON RADEZKY R. (20 F) ; KOZAK G. (60 F) ; OLMA A. (60 F) ; CASEAU C. (60 F) ; BENARD A. (60 F) ; TREVISIOL R. (60 F) ; CALENDINI H.-J. (60 F) ; TEJEDA A. (60 F) ; AUMEUNIER S. (60 F) ; VERNET P. (60 F) ; ROUEZ A. et M.-C. (60 F) ; Gr. de Brest (60 F) ; FERREIRA M. (210 F) ; HARDY R. (100 F) ; HESTO P. (60 F) ; RIPOCHE S. (60 F) ; GADONNA M. (60 F).

Total janvier : 2 625 F

Février 1989 : BIGOT R. (60 F) ; DEBIEU F. (60 F) ; FAYOLLE A. (60 F) ; GUILLOCHON R. (60 F) ; JAROSIEWIC M. (10 F) ; HIRSCH A. (60 F) ; BEAUFILS V. (210 F) ; LOUVARD C. (310 F) ; ROGINSKY J.-P. (60 F) ; EVENAS G. (100 F) ; Anonyme (400 F) ; LE ROY L. (60 F) ; Anonyme (100 F) ; VIREVOLVY P. (60 F) ; LASSERRE J.-C. (99 F) ; GILLET A. (110 F) ; GAUTHIER M. (60 F).

Total février : 1 879 F

Total depuis le début 1989 : 4 504 F

Editorial

« **V**OTRE voix, on vous la demande et puis... Pouvez-vous influencer la délivrance du permis de construire qui va transformer votre quartier ? ». Cet extrait de la plaquette diffusée par les Verts à l'occasion des municipales révèle les limites de la participation aux joutes électorales.

Plutôt que d'investir temps et énergie à grappiller des strapontins dans les allées municipales engorgées de notables, nous autres anarchistes préférons l'action de terrain, de contre-pouvoir, là où les bétonneurs dévastent les derniers quartiers habitables des villes, où un appartement décent demeure un luxe réservé aux copains et coquins du maire en place.

Dans les villes de plus de 20 000 habitants, le taux d'abstention a dépassé 40%. Malgré le discours sympathique des écologistes, la marée montante de l'abstention n'a pu être endiguée. Le plus grand nombre ne se sent plus représenté par les partis traditionnels. Rejet de la langue de bois, des affairismes, des « politiques » sont d'actualité, et l'évolution des Verts en Allemagne donne un peu d'espoir à ceux qui se réjouissent trop vite de la victoire électorale écologiste.

Prêts à s'allier avec le SPD pour constituer des coalitions de gouvernement, les Verts sont à la politique ce que le PSU était aux années 60. Une vague organisation de jeunesse de la social-démocratie, lieu de passage obligé pour qui veut domestiquer sa révolte de jeunesse, avec à l'horizon de sa quarantaine, une carrière politique digne de son appétit de pouvoir.

Huguette Bouchardeau et Brice Lalonde nous démentiraient-ils ?

Construire une alternative au capitalisme basée sur l'écologie sociale : d'accord ! Servir de marche-pied à ceux dont la cravate verte pousse sous le pull, non merci.

ÉDUCATION NATIONALE Les enseignants en lutte

DES instituteurs et des professeurs étaient en grève la semaine dernière à l'appel de leurs coordinations nationales. Décidée le 4 mars (cf. le *Monde libertaire* n° 743), la grève a démarré le lundi 13 mars et a été reconduite régionalement les jours suivants, en fonction de la mobilisation.

Si la situation n'était pas tout à fait mûre (mais l'aurait-elle jamais été ?), la coordination espérait un effet « boule de neige ». Malheureusement, les médias — oscillant sans cesse entre le silence et la désinformation (1) — n'ont pas joué le rôle escompté. Quant aux organisations syndicales, elles n'ont pas hésité à casser purement et simplement le mouvement, le SNES (2) allant même jusqu'à mettre en doute le caractère consensuel de la décision (précisons à ce propos que si la grève reconductible avait recueilli 17 pour et 16 contre, il s'agissait d'un vote sur la date et non sur le principe de la grève !). Enfin, dans les départements où n'avait pu être déposé aucun préavis de grève syndical, le mouvement a été jugé « illégal » par certains IDEN. Dans le Nord, plusieurs instituteurs se sont vus ainsi convoqués chez leur inspecteur pour « faute professionnelle ». Le contexte électoral (d'où les appels au calme du ministère) et la solidarité des « coordonnés » ont certes évité le pire, mais cet « élément d'insécurité » n'était guère favorable à l'émergence d'un mouvement de masse, notamment dans un milieu timoré habitué aux consignes syndicales (ce phénomène n'est pas valable en région parisienne, où la grève était soutenue par le SGEN-CFDT et la tendance U. et A. de la FEN).

Premier bilan

Malgré tous ces obstacles, force est de constater néanmoins la combativité d'une frange relativement

importante du monde enseignant : 1 500 profs et 15% d'instituts en grève sur Paris le mardi 14 mars, plus d'un mois de grève au lycée de Brétigny (dans l'Essonne), etc. Force est de constater, également, qu'une grande partie des personnels aurait été prête à se lancer, si l'information avait été relayée médiatiquement et si le nombre de grévistes était allé en augmentant (attentisme... quand tu nous tiens !). Ceci dit, l'idée de la grève reconductible a pu être expérimentée dans un milieu qui n'y avait pas goûté depuis bien longtemps. Elle fait maintenant son chemin dans la tête des non-grévistes. D'autre part,

ser l'opinion publique, les élèves, les parents. A Paris, une manifestation a rassemblé 2 500 personnes, et une délégation a été reçue au ministère. A Lille, une opération escargot a été réalisée, et la coordination a fait valoir son point de vue au rectorat.

Enfin, mercredi 15 mars, une banderole est déployée lors du meeting de Rocard à Tourcoing ; intervention pacifique vite réprimée par le service d'ordre « socialiste » qui, avec l'aide de la police, expulse fort peu élégamment les « moutons noirs » de l'enseignement hors de la salle (3). Pendant ce temps, c'est l'occasion pour Rocard d'en rajouter.



la grève a permis de toucher de nombreuses écoles, de discuter avec les collègues, de diffuser l'information là où elle n'avait pas encore été diffusée. Des manifestations ont été organisées ici et là afin de sensibiliser

Passons sur la « plus considérable proposition budgétaire d'augmentation pour les enseignants qui ait jamais été faite depuis 40 ans... » le refrain est connu. Par contre, relevons quelques nouvelles perles.

PRESSE

NMPP (suite)

La bataille interne entre ouvriers du Livre et ceux des NMPP semblent avoir succédé les manœuvres du groupe Hersant et de Hachette. Entendez par là que le SPP (Syndicat de la presse parisienne (patronal)) a écrit d'une manière qui oscille entre le dazibao et la lettre ouverte (1) à la direction des NMPP (à 40% Hachette, plus qu'une simple minorité de blocage...). En gros, en faisant un parallèle entre les imprimeries de presse et la distribution de leur « produit » par les NMPP. Tout baigne dans la concertation, en avançant résolument dans la modernisation disait en gros Miot (secrétaire du SPP), tout va bien dans le meilleur des mondes en presse, pourquoi pas aux NMPP ?

Le bon apôtre, comme s'il ignorait que, sous des dehors à la fois paternels et techniques, le patronat de la presse parisienne cherche à entraîner les ouvriers du Livre dans des chasses trappes techniques. Ça ressemble à une partie d'échecs : je te laisse prendre mon fou et ma tour, mais je te fais échec et mat !

Mais Chassinolles, président des NMPP, n'est pas OK avec le SPP. Comme il l'a dit, en réponse à Jean

Miot, dans la *Correspondance de la Presse* du 15 mars dernier : « La lettre que vous m'avez adressée et que vous avez rendue publique pourrait laisser croire à des lecteurs mal informés que le conflit qui perturbe votre société ne trouve son origine que dans la nécessité où nous serions de négocier un accord cadre pour nous moderniser. »

La direction des NMPP s'inscrit en faux contre l'accusation voilée du SPP de ne pas vouloir moderniser, en déclarant en outre : « Est-il utile de rappeler les grandes étapes de nos centres d'expéditions et de publications, l'informatisation progressive de tous les secteurs administratifs et logistiques, la mise en place du code à barres... ». Il oublie, bien sûr, de dire que tout cela se passe largement en dehors des centres de tri traditionnels des ouvriers des NMPP...

Sur fond de municipales

Bref, à l'heure du bouclage du *Monde libertaire*, on en est toujours à attendre une date précise pour une table ronde de négociations pour l'avenir du système des NMPP,

Pour Rocard, en effet, « nous avons besoin d'enseignants mieux motivés qui croient mieux en leur métier ». Pour lui, également, « l'école, c'est un peu comme la caserne. Il faut donc mieux l'insérer dans les quartiers, dans la ville (...). Cela passe aussi par les jumelages avec des entreprises... ». Est-ce bien la même personne qui, dans l'émission « Génération », affirmait que le « capitalisme ne passerait pas » ? Est-ce bien la même personne qui, il y a encore quelques années, militait au PSU ?

La lutte continue

Aujourd'hui, la lutte des enseignants continue de plus belle. La grève a permis à la coordination de renforcer sa crédibilité et son audience. Elle a également permis de mettre en lumière le manque de perspectives syndicales. A cet égard, le fossé entre la base et les directions syndicales s'approfondit de jour en jour. Actuellement, certains parlent d'un « boycott » des examens. Pourquoi ne pas dépasser en effet l'objectif des 80% d'une classe d'âge au BAC en accordant 18 sur 20 à toutes les copies ? D'autres proposent la reconduction de la grève après les vacances de Pâques, sous garantie d'une véritable représentativité et selon des modalités permettant de durer (4). Enfin quel que soit le type d'action envisagé, tous s'accordent sur le fait qu'il reste à construire, le plus rapidement possible, un mouvement de masse associant parents, élèves et enseignants. Un enseignement de qualité pour tous est à ce prix !

Eric DUSSART
(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

(1) Manipulation de l'extrême gauche par les uns, égote catégorie pour les autres, consigne de censure comme à la direction de FR3, etc.

(2) Syndicat de professeurs membre de la FEN (majorité U. et A., proche du PCF).

(3) Rappelons que les militants du PS avait déjà été bien échaudés par l'appel à un vote-sanction lancé par la coordination locale (représentative des instituteurs à 90%).

(4) Le principe des 4/7^e permet notamment, en faisant grève les lundi, jeudi et vendredi, de toucher quatre jours de salaire sur sept.

avec tous les intéressés, pouvoirs publics et éditeurs compris. En attendant le dénouement de ce qui est en fait avant tout une bataille Hersant-Hachette sur fond de municipales, Maxwell changerait de donne. Son projet de quotidien deviendrait hebdomadaire « provisoirement ».

Ce qui change tout dans le panorama de la presse française. Si certain Bob a la capacité de tirer un quotidien, pourquoi ne ferait-il qu'un hebdomadaire en perdant des sous ? Quelqu'un serait-il de même avec lui question rotative ? Ça, c'est pour l'avenir, pour le présent il faut préserver les NMPP et son système de péréquation qui garantit « à tous les éditeurs d'être bien distribués à un coût acceptable avec un circuit de distribution permettant une mise à disposition des quotidiens et publications auprès des lecteurs en tout point de France. »

Sitting BULL

(1) Entendez par là (bis) que cela a été publié par le quotidien ronéoté *Correspondance de la Presse*.

SANTÉ

Incurable ministère

LA fièvre remonte dans le secteur hospitalier. Après les grèves infirmières de l'automne dernier, les médecins puis, à nouveau, les infirmières, les anesthésistes ont réveillé le malaise des personnels de Santé.

Même si certaines catégories ont été privilégiées, il a suffi aux praticiens hospitaliers de menacer de faire grève, pour qu'ils obtiennent une revalorisation des gardes et des salaires (près de 1 500 F en plus !). La grande majorité des salariés reste oubliée du ministère de la Santé.



Claude Evin a beau multiplié les promesses, cela n'empêche pas les conflits de se propager ! Internes, kinés, ergothérapeutes, sages-femmes, ils et elles réclament une revalorisation réelle des salaires et une reconnaissance de leur qualification.

Pendant dix jours, les 3 500 infirmières anesthésistes ont arrêté le travail. Grève largement suivie, qui a obligé le ministère à mettre en place un groupe de travail. Elles attendent maintenant les conclusions de ce groupe car, disent-elles : « Une première réunion constructive laisse envisager la possibilité de débloquer le conflit. En conséquence, la grève est arrêtée. » Même chose pour les internes, qui sont parvenus à un accord avec Evin. Pour l'heure, tout n'est pas réglé, loin s'en faut. Ce jeudi 23 mars, se réunit le Conseil supérieur de la fonction hospitalière, instance dans laquelle on débat des statuts. La Coordination nationale des infirmières, la CGT, les exclus de la CFDT ont déposé un préavis de grève et ont appelé à un rassemblement.

Face à la politique de division

En effet, sur les statuts (effectifs et conditions de travail) le ministère ne propose rien de conséquent. Les infirmières se plaignent toujours des « mauvaises conditions de travail et du sous-effectif chronique ». Les personnels techniques généraux, administratifs, para-médicaux, agents hospitaliers sont, aujourd'hui encore, les laissés-pour-compte des propositions ministérielles. Ce n'est donc pas étonnant que la date du 23 mars ait été choisie par les coordinations et les syndicats. Il est nécessaire que s'ouvrent de véritables négociations pour toutes les catégories, et que le ministère en finisse avec sa politique du coup par coup, politique de division qui ne fait qu'aggraver les injustices entre les personnels. Nouveau jeudi noir de la Santé, donc, ce 23 mars, Claude Evin va en faire une maladie !

Alain CURABLE

LILLE, ROUBAIX, TOURCOING, MONS-EN-BAROEUL Les représentants de l'extrême

QUATRE villes du Nord retiennent notre attention : Lille, Roubaix, Tourcoing et Mons-en-Barœul. Sur Lille, Pierre Ceyrac : une carte de visite internationale qui fait de lui un des chefs de file de l'extrême droite européenne. Son histoire personnelle nous donne la signification même de son action et nous explique comment il a pu arriver là où il est aujourd'hui.

Pierre Ceyrac est l'ancien président de l'association Causa-France (en clair le représentant de la secte Moon) et, par la même, responsable européen de la secte. Il est fondateur de « SOS Droit de l'homme » — toujours Moon —, une organisation cousine de la « Freedom Leadership Foundation », dénoncée pour avoir soutenu financièrement la contra contre le Nicaragua. Il a été à la tête de la « Fondation pour la paix internationale » de 1984 à 1986 (encore et toujours... la secte Moon). Il est également fondateur de l'Institut pour le conseil de défense de l'Europe.

Pierre Ceyrac est ancien député du Front national du Nord, actuellement secrétaire national à la coopération et responsable des relations internationales du Front national.

Pierre Ceyrac a fait beaucoup plus fort que son oncle, un autre Ceyrac. Celui-là était président du CNPF...

Cette apparition du CNPF nous semble naturelle, puisque Pierre Ceyrac est soutenu à Lille par le mouvement Entreprise moderne et liberté et la Fédération des indépendants...

« Libérons Lille... »

Son slogan est : « Libérons Lille... ». De quoi ? De la vermine fasciste ? Certes non, quand on voit Ceyrac inscrire pour son soutien le Mouvement de la jeunesse d'Europe (ah ! ces jeunes serveurs disciplinés pour les collages et autres actions non reconnues...).



Marie-Caroline Le Pen.

Ceyrac est l'exemple même du représentant de l'extrême droite qui a pris pour modèle le MSI italien : d'un côté des pratiques institutionnelles (élections), de l'autre des actions extra-parlementaires (les « coups », les attentats perpétrés par des groupuscules, une stratégie de tension...).

Sa campagne sur Lille vise à dénoncer les socialistes, qui tiennent Lille depuis plus de 40 ans. Une brochure, tirée à grands frais, tente de montrer les ravages des sociaux ; on y lit que le PS fait tout pour développer les soirées « House » et « Acid Music », que le PS incite à la débauche la jeunesse et aide au développement du SIDA en permettant les soirées « gay ». Si le ridicule pouvait tuer, Ceyrac serait mort, enterré.

Son programme : « moraliser la vie publique, faire la chasse à la corruption et au copinage », passer de 3 500 employés municipaux à 2 500 (en clair faire 1 000 chômeurs de plus), alors que plus loin on lit : « Libérons Lille du chômage et de la pauvreté : par l'emploi des Français d'abord (...) » (Ceyrac n'a jamais su contrôler ses excès racistes et xénophobes). La suite de son programme est toujours aussi fascinante : la « préférence nationale » est une nécessité pour le travail ou le logement. Ceyrac « lutte » également contre « les chômeurs immigrés professionnels », contre « la clochardisation professionnelle ». Faut-il rappeler que Patrick le Mauff (SDF : sans domicile fixe) a été tué par des skins le samedi 1^{er} octobre 1988 sur la place Richebé, à Lille, à 200 mètres de la préfecture, mais aussi à 200 mètres du local du Front national ? C'est peut-être de cette manière que Ceyrac veut éliminer ces « parasites de la société », comme les fafs s'amuse à les appeler.

On sait déjà que Pierre Ceyrac veut « supprimer toute aide aux immigrés », mais ce qui attire notre attention, c'est son « aide à la jeunesse » : « nettoyage des bibliothèques municipales pour offrir une véritable neutralité dans les rayons ». Autodafés en série sont donc prévisibles. Ceyrac, ex-dirigeant de l'Eglise de l'unification, et l'ayatollah Khomeiny brûlant les *Versets sataniques*, même combat...

Pour perpétrer les bavures, crimes et autres contrôles musclés et abusifs, Pierre Ceyrac souhaite « renforcer les effectifs et les moyens de la police municipale » et « interdire les affichages ». Qui dit fin des affichages dit fin des colleurs du Front national ! A moins que ces colleurs ne soient directement employés par Ceyrac au service de la police municipale ? Soyons sans crainte (!), il nous affirme faire « la chasse au copinage » (sic).

Enfin, Ceyrac prêche, non pas Moon, mais l'union à droite. Si

une matraque en train de frapper du gauchiste, cela dans les années 75.

Gendron est conseiller régional, ancien attaché parlementaire de Ceyrac... mais, beaucoup moins respectable est sa vice-présidence du Mouvement pour la jeunesse d'Europe. Ses relations internationales ne s'arrêtent pas là, puisqu'il a participé en Allemagne à une réunion organisée par le fils même de Moon.



Jean-Pierre Gendron cherche, depuis des années, à obtenir des responsabilités dans ce mouvement qu'il a rejoint après le PFN. Peut-on considérer qu'il a réussi son avancée en se mariant avec Marie-Caroline Le Pen. « Gendron de Le Pen », une carte de visite qui sert à s'imposer comme chef de file face à Philippeau, qui est passé au Front national en 1984, alors qu'il avait été élu conseiller municipal sur les listes de Diligent.

Il est moins facile de s'imposer à Roubaix qu'à Lille quand on est imposé par le bureau national parisien à des militants nationalistes qui mènent leurs campagnes (anti-immigrés, « protection » des personnes âgées, lutte contre « la délinquance étrangère... ») depuis plusieurs années. N'oublions pas non plus les diverses associations sportives, d'aide aux chômeurs, qui servent de tremplin aux idées nationalistes anti-immigrés, comme les Chevaliers de Roubaix ou « SOS Amitiés Partage ».

Un slogan, pour ces élections municipales à Roubaix : « Pour que Roubaix reste français », plus xénophobe que ça... Philippeau, mis de côté, n'accepte pas cet intrus. Car, pour lui, il n'y a « aucune raison politique ou morale » pour désigner Gendron comme tête de liste avec Marie-Caroline Le Pen en numéro 2. Il y a des tensions à Roubaix pour la place de choix du FN. Philippeau continue d'abattre son rival du FN : « Nous ne sommes pas là pour faire la carrière de qui que ce soit, d'autant que cette personne (Gendron, NDA) n'est pas vitale pour le mouvement ».

Pas « vitaux » en fait, ils le sont tous, et disons même nuisibles pour nos libertés. En conclusion : peut-être deux listes du FN à Roubaix.

Tourcoing : troisième grande ville, et toujours un individu pour la municipalité sous l'étiquette FN, avec une carte de visite bien remplie (trop remplie pour n'être qu'un « respectable » candidat aux municipales de 1989).

Christian Baeckeroot fut un proche de l'OAS et dirigea les comités Tixier-Vignancour-Jeunes, mais également le mouvement Jeune Révolution. Baeckeroot est ancien député du Nord, secrétaire régional du FN de 1959 à 1962 (un lien avec l'OAS ?) et actuellement membre du bureau politique et trésorier du FN.

A Tourcoing, il s'agit pour le FN d'exacerber les penchants racistes et xénophobes d'une partie de la population, comme cela a été testé à Roubaix. Son programme est clair : dénoncer le laxisme des municipalités précédentes face à la délinquance à la drogue, et promettre « une police municipale ayant des moyens supplémentaires », privilégier le logement « aux Français » en montrant du doigt la ZUP-ghetto de la Bourgogne, lieu d'où le mal provient...

Roubaix et Tourcoing sont deux villes-test pour le FN et les thèses sécuritaires, puisqu'elles sont à la base de la création de milices privées. Leur objectif : développer la police municipale à outrance, armer ces flics de troisième zone, leur donner des pouvoirs quasiment équivalents à ceux de la police nationale et, surtout, pouvoir diriger cette police en tant que maire, faire ainsi la loi sur la ville.

Or, ces thèses ne tiennent pas à l'analyse : au niveau de l'insécurité, Roubaix est à la 16^e place, derrière des villes comme Grenoble et Strasbourg, et Tourcoing à la 31^e place. « A propos de Tourcoing, c'est un exemple frappant : alors que cette ville présente une forte concentration d'immigrés, il y a deux fois moins de crimes et de délits (pour mille habitants) qu'à Nice ! » (sic) (extrait du *Nouvel Observateur*).

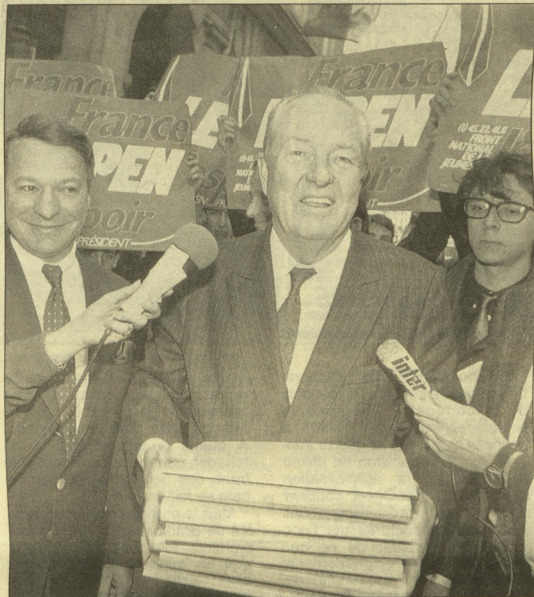
Toujours dans la communauté urbaine de Lille, on a vu se déployer à Mons-en-Barœul les forces d'extrême droite au grand jour après des élections proposées par Marc Wolf (PS). Il proposait aux immigrés d'avoir des représentants au conseil municipal (il ne s'agit pourtant pas d'un véritable droit de

région) « qui a davantage favorisé les immigrés que ses propres concitoyens dans le besoin » (c'est le renouveau des thèses populistes !).

Marc Wagnier, pour ces élections municipales, a un slogan : « Mons aux Monsois ». Absurde ! certes, mais il permet de mettre en avant ses thèses xénophobes et racistes puisque, comme les autres, il vise à rendre responsables les immigrés de tout ce qui affecte Mons : chômage, insécurité...

Mons-en-Barœul, ville-dortoir, ZUP en banlieue lilloise, voit le FN proposer ses thèses nationalistes et fascistes dans « ses propositions » électorales : « rétablir la sécurité des biens et des personnes en donnant à la police municipale les moyens dont elle ne dispose pas aujourd'hui ». On trouve également : « refuser aux étrangers qui n'ont pas acquis la nationalité française de siéger au conseil municipal, même au titre de conseillers consultatifs ». Sans revenir sur le droit de vote aux immigrés, on constatera que pour le FN le suffrage universel comporte des clauses particulièrement (discrimination raciale, race supérieure seule admise à voter... ou Marc Wagnier s'imaginerait-il nous emmener ?).

Ce droit de vote aux immigrés, même minime, le dérange car pour Wagnier c'est « une grave menace pour le pays, par qui serions-nous gouvernés alors ? » (après les thèses populistes empruntées à Pétain, ces derniers propos ressemblent fort aux thèses des années 30 en Allemagne et en Italie). Certes, il est sûr que s'il était élu, lui, nous saurions que c'est un facho qui nous gouverne.



vote, puisque les « élus » n'ont qu'un pouvoir consultatif... bref, nationalites. A Wattrelos, c'est lors d'une campagne de lutte contre une usine de retraitement de déchets divers qu'on a pu voir plus de 1 000 personnes être emmenées par des dirigeants du FN, drapeaux tricolores en tête. C'est dans cette même ville que quatre flics municipaux ont envoyé par deux fois un jeune beur dans le canal... ces flics ne cachent pas leurs idées et leur appartenance politique.

« Lutter contre les sociaux-communistes »

Pour Mons-en-Barœul, c'est Marc Wagnier, président du groupe Front national au conseil régional du Nord/Pas-de-Calais, qui se présente aux municipales. Il s'agit pour lui de « lutter contre les sociaux-communistes » et « l'idéologue tiers-mondiste convaincu » (Marc Wolf, fondateur du CERES dans la

D'autres villes de la région voient apparaître en force ces ultranationalistes. A Wattrelos, c'est lors d'une campagne de lutte contre une usine de retraitement de déchets divers qu'on a pu voir plus de 1 000 personnes être emmenées par des dirigeants du FN, drapeaux tricolores en tête. C'est dans cette même ville que quatre flics municipaux ont envoyé par deux fois un jeune beur dans le canal... ces flics ne cachent pas leurs idées et leur appartenance politique.

Profitant des élections, l'extrême droite crache son venin et encore trop peu d'individus réagissent.

BERNARD
(Gr. « Humeurs Noires » de Lille)

RELIGION

Qom, Bradford et Trifouillis-les-Oies

LES implications de l'affaire Rushdie nous offrent décidément de bien utiles sujets de réflexions. Il y a bien sûr la confirmation de ce que nous savions déjà. Cela fait beaucoup ! Il suffit de puiser dans les écœurantes compromissions vis-à-vis d'un appel au meurtre des plus sinistres. Nos gouvernements prêts à troquer un livraison de missiles contre l'abandon discret de leurs dernières convictions humanistes, illustrant sans vergogne une attitude qui porte un nom : le cynisme. Nos politiciens oscillant entre une indignation spontanée et les exigences du jeu parlementaire, à ma gauche la solidarité gouvernementale, à ma droite la vertueuse indignation de ceux qui s'attaquent au sacré. Nos éditeurs rechignant à l'engagement physique pour couvrir leur compte en banque. Nos journalistes se faisant sans risque, mais avec retard, les hérauts de la liberté d'expression. Bref, du côté français, un Munich moral, idéologique et politique, qui ne présage rien de bon pour le jour où n'importe quelle menace se concrétiserait.

La géopolitique du vieillard de Qom

Du côté de Khomeiny, pas d'éléments nouveaux sur le fond mais sur la forme. Quelques journalistes français (parmi lesquels il faut remarquer ceux de L'Express) ont heureusement porté une analyse assez juste à ce propos. Ouvrons bien grand les yeux.



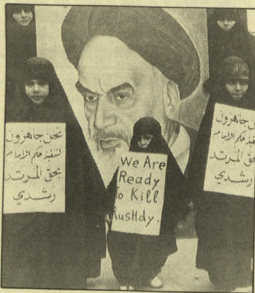
De quoi s'agit-il ? La mollahcratie est prête à faire feu de tout bois pour conquérir l'hégémonie politico-religieuse de l'islam à l'échelle mondiale. La guerre Iran-Irak finie, l'Afghanistan en pleine balkanisation, la normalisation des rapports Est-Ouest coupant court à tout radicalisme sont autant de conjonctures qui l'ont poussé à s'emparer de ce qui n'était alors qu'un épiphénomène et à condamner Rushdie de manière spectaculaire. Pourtant, le fameux livre était publié depuis longtemps, l'Indice avait déjà procédé à son interdiction il y a cinq mois, et le vieillard de Qom n'avait pas bougé. Mais un fait nouveau est apparu : l'autodafé, en janvier dernier, des Versets sataniques dans la ville de Bradford, en Angleterre.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les mollahs sont loin d'être des imbéciles. Non seulement ils manipulent avec un art consommé la médiatique transnationale la plus moderne, mais ils ont saisi la signification fondamentale d'un événement impulsé par des immigrés au cœur de l'Europe chrétienne et athée. Ils ont compris l'utilisation fantastique qu'ils pouvaient en faire pour leur désa-

bilisation idéologique du Satan occidental, et pour leur propre renforcement dans leur sphère culturelle. D'une pierre deux coups ! Et ils ont été suivis.

La micro-politique de Bradford

Vous avez dit Bradford ? Oui, c'est là que se situe l'implication la plus intéressante de l'affaire du point de vue politique.



Manifestation à Beyrouth.

Cette ville, dont 11% de la population est composée d'immigrés venus du sous-continent indien, offre depuis 1985 la particularité d'avoir le premier maire musulman de Grande-Bretagne. Sous son impulsion et celle des quatre musulmans qui siègent au conseil municipal, un grand effort fut fait en faveur de l'islam. Des cours d'instruction religieuse « multi-ethniques » sont dispensés dans la plupart des établisse-

ments scolaires. Certains réclament même la création d'écoles islamiques : garçons d'un côté, filles de l'autre. Bref, tout baigne... A quand le port obligatoire du tchador, quitte à le punaiser sur le front des récalcitrantes comme cela se fait en Iran ?

Le droit de vote des immigrés

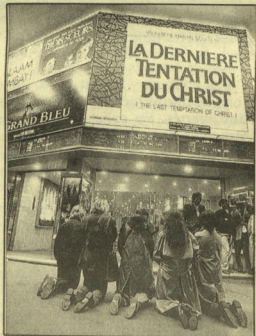
Les gesticulations des travailleurs et le cas de Bradford nous amènent à réfléchir un peu plus sérieusement sur la question du droit de vote aux immigrés.

On sait les anarchistes divisés à ce propos. D'un côté, ce n'est que justice à exiger l'égalité des droits pour tous, quitte à ce que chacun en fasse ce qu'il en veut. De l'autre ce n'est qu'incohérence à réclamer un droit dont on sait le côté illusoire et nocif, que les anarchistes n'exercent même pas.

A dire vrai, le débat reste largement théorique parce que bien souvent mené en l'absence des principaux intéressés.

Toutefois, Bradford nous offre maintenant l'exemple in vivo de ce que peut entraîner pratiquement le vote des immigrés. Ouvrons encore plus les yeux ! Nous savons malheureusement que les « beurs » engagés politiquement ne constituent qu'une infime minorité dans le monde des immigrés, repliés sur des valeurs généralement réactionnaires, d'autant plus facilement qu'ils y trouvent bien naturellement refuge face aux agressions racistes. Nous savons aussi les rapports complexes que les plus politisés d'entre ces jeunes entretiennent avec leur monde culturel, via les relations avec leurs parents. Combien de buveurs d'alcool en cachette, d'escapades sexuelles camouflées, de bouffes interdites transgressées ? Mais aussi combien de débats menés franchement à ce sujet, entre eux, avec eux ? C'est donc sans surprise que l'on voit tel militant radical de l'Union nationale des étudiants marocains servir d'intermédiaire à un groupe d'intégristes musulmans dans leur stratégie de conquête d'une radio libre de province (opération heureusement déjouée).

Nous savons encore que la logique électorale pousse au nivellement vers le bas. La population immigrée votante constituera un lobby avec lequel tout candidat devra compter, surtout dans un bled perclus de misère, un Trifouillis-les-Oies déjà traversé par les tensions immigrées et fascisantes. Ce lobby sera fatalement religieux... et bonjour la valse des promesses, dans un sens comme



dans l'autre ! Les anarchistes peuvent-ils prendre la responsabilité de faire courir ce risque ? Rafraichissons aussi notre propre mémoire. Après tout, Bradford n'est que l'application réactuali-



Decourtray un fanatique bien de chez nous.

sée d'un cas de figure que Malatesta avait déjà réfuté théoriquement et pratiquement à propos des « candidatures de protestation » dans l'Italie des années 20.

Trifouillis-les-Oies de la gauche cachemire

Nous devons le dire franchement : assez de la démagogie gauchiste et tiers-mondiste vis-à-vis de ces pauvres immigrés à qui il faut au moins offrir une mosquée.

Assez de cette charité qui navigue entre la culpabilité de l'homme blanc et la bonne conscience de la gauche cachemire.

Assez de cette salade culturelle qui consisterait à respecter la cleftidectomie parce qu'il s'agit d'une « coutume traditionnelle portées de l'identité culturelle d'un peuple ! ».



La cathédrale d'Evry...

D'ailleurs, écoutons-les, ils couinent déjà ces intellectuels de gauche ! Qui d'exhorter à ne pas confondre le fanatisme chiite avec l'islam tolérant. Qui d'affirmer que l'implacable loi musulmane, la charia, n'est pas si terrible que cela, que l'intégrisme islamique n'est pas vraiment menaçant... Et tous de refermer le parapluie sur l'épouvantail lepéniste. Assez ! Assez de la politique de l'autruche !

De la même manière que nous nous opposons à toute construction publique d'église, à tout financement municipal de chapelles, de sectes, de scientologues, d'intégristes ou de chrétiens bien-pensants, nous devons refuser tout ce qui peut fertiliser le terrain islamique. Tout ce qui peut favoriser ses dérives fanatiques qu'entretient savamment son clergé, d'Iran ou d'ailleurs.

Attention, il ne s'agit pas d'hurler avec les loups. Nous n'avons rien à voir avec ceux qui utilisent l'affaire Rushdie pour entonner le couplet anti-immigrés ou avec ceux qui se taisaient lorsqu'un spectateur mourut pour tel film effrayant les bonnes âmes chrétiennes.

Nous ne nous en séparons pas seulement sur le plan théorique, mais aussi sur celui de la pratique : c'est présents sur le terrain

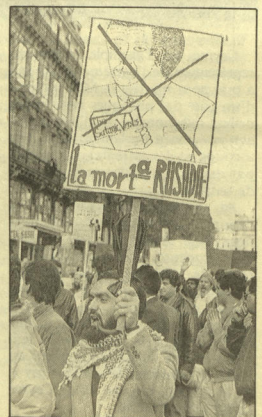
social, en contact avec les immigrés, que nous pouvons discuter concrètement et pragmatiquement du problème, de tous les problèmes, y compris celui du droit de vote. Confronter l'idéal de l'égalité des droits, de notre revendication légitime, de la leur tout aussi légitime, avec la réalité. Et de poser la bonne question : le vote, pour quoi faire ? Car voilà ce qui nous différencie des navigateurs en eau marxiste : c'est la fin qui nous entraîne à choisir les moyens qui lui sont adaptés, pas le contraire.

Et l'une des fins clairement identifiées consiste bien dans une lutte implacable contre la religion, toutes les religions, contre ces vecteurs de l'obscurantisme, ces masques de la misère morale et sociale, cet outil et cette détermination de l'oppression.

Le soutien mutuel de l'épiscopat français (et plus récemment du Vatican lui-même qui exprime sa « solidarité envers ceux qui se sont sentis blessés dans leur dignité de croyants ») et de son homologue musulman doit plus que nous alerter à ce sujet. La recrudescence du fanatisme religieux qui fait descendre dans la rue des milliers d'Iraniens pour le dixième anniversaire de la Révolution islamique, se précipiter des milliers de béats au passage du pape ou se courber des centaines de Japonais lors de l'enterrement impérial, ce monstre ubiquiste, prêt à s'accommoder de tous les marchands de soupe ou à les provoquer dans un baiser de la mort doit nous placer en première ligne du combat pour la liberté.

Aujourd'hui, la plupart de ces sectateurs n'agissent pas sous la contrainte directe. Voilà la nouvelle menace, voilà le nouveau combat que cela exige ! Et si la traditionnelle propagande anticléricale a fait chou-blanc, à nous de trouver la nouvelle manière...

Philippe PELLETIER



N°744 JEUDI 23 MARS 1989

PRISONS

Non à la torture blanche !

AUJOURD'HUI, les luttes les plus pointues qui se situent sur le terrain de la prison sont dirigées contre l'isolement carcéral. Il est important de bien faire la part des choses entre cet enfermement et l'isolement sensoriel, mais nous pouvons tout de même dire qu'à la longue l'isolement carcéral finit par produire les mêmes résultats que l'isolement sensoriel. Ce dernier élimine rapidement les prisonniers. Nous l'avons vu avec tous les morts de la Fraction armée rouge. Les détériorations provoquées par l'isolement carcéral sont du même ordre, mais apparaissent à plus ou moins long terme.

La « torture blanche »

Le détenu est enfermé dans une cage, avec le mobilier soudé aux murs, une lucarne à 2 m 50 du sol,

d'où on n'aperçoit jamais la couleur du soleil. Il est complètement coupé de la réalité. Les mouvements qui s'effectuent accompagnés d'un surveillant, les fouilles à corps continues, la réclusion totale 22 ou 23 heures par jour, et une ou deux heures de promenade quotidienne, finissent par le conditionner, le dépersonnaliser et le transformer en robot déshumanisé.

Cet isolement peut durer trois mois, ce qui est la période légale, mais il est renouvelable. Certains restent ainsi enfermés jusqu'à deux ans.

Les conséquences sur l'individu sont autant psychiques que somatiques. Ralph Binswanger, pour l'isolement sensoriel, mais tous les médecins, pour l'isolement carcéral, ont remarqué les symptômes suivants :

- hypertension ;
- problèmes circulatoires ;
- troubles digestifs ;
- perturbations du sommeil ;
- difficultés de mémorisation ;
- baisse importante de la vision et de gros problèmes d'élocution.

Le sujet a de grosses difficultés pour se concentrer. Tout travail intellectuel est pour lui source de fatigue et, dans bien des cas, d'échec, donc de découragement et de dépression.

A noter encore que 25% des suicides sont passés par l'isolement. Sans aller jusqu'au suicide, les tentatives et autres mutilations y sont très nombreuses. Comme l'agressivité ne peut pas s'exprimer vers l'extérieur, elle se retourne contre soi

La prison dans la prison

Il est bien certain que parler dans ces conditions de la torture blanche et propre ne vise à rien d'autre qu'à détruire l'individu. Les détenus qui sont dirigés vers les quartiers d'isolement (QI) sont ceux qui, à priori, apparaissent comme dangereux, c'est-à-dire des politiques ou des personnes qui, ayant effectué certaines prises de conscience, participent à des actions, à des mouvements et à des revendications.

On y retrouve, par conséquent, les détenus politiques et les droits communs qui se sont politisés en prison. Après les révoltes de 1974, les détenus pensaient avoir obtenu beaucoup d'avantages : la radio, les lecteurs de cassettes, les journaux, le maquillage pour les femmes, une plus grande liberté pour la coupe des cheveux, les vêtements civils, etc. Mais ils l'ont payé très cher, avec la création des quartiers de haute sécurité (QHS) et les quartiers de sécurité renforcée (QSR).

C'était la prison à deux vitesses, ou encore la prison dans la prison. A long terme, l'isolement carcéral produit les mêmes conséquences que le mitard.

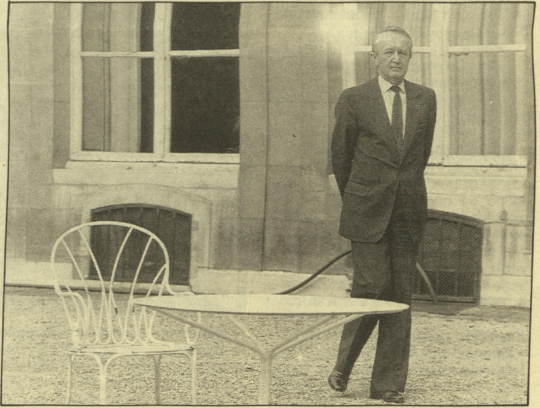
Changement de nom

A l'arrivée de la gauche, en 1981, les détenus se sont mis à espérer, d'autant plus que l'administration pénitentiaire a annoncé la suppression des QHS et des QSR. Quelle ne fut pas leur déception lorsqu'il leur a fallu admettre qu'il n'en serait rien. Les quartiers d'isolement (QI) ne furent rien d'autre que les QHS et les QSR rebaptisés. Ce sont les mêmes locaux. Le régime y est quasiment le même. Seule nuance, les détenus affectés sont les DPS (détenus particulièrement surveillés et signalés).

Les luttes contre les QI remontent à longtemps. Les premières furent celles des prisonniers de la Fraction armée rouge, puis il y eut celles du CAP (Comité d'action des prisonniers) contre Mende, en 1974. Vin-

rent ensuite celles des droits communs, avec Jacques Mesrine, Charlie Bauer, Daniel Debruelle, Roger Knobelpless, Taleb Hadjadj... Tous détenus, qui, à l'isolement carcéral, se sont révoltés contre leur condition d'enfermement. Directement ou indirectement, comme ceux de la Fraction armée rouge, certains en sont morts aujourd'hui.

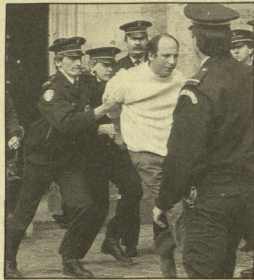
Près de 500 prisonniers sont placés dans les quartiers d'isolement. Ce sont donc les détenus politiques et les droits communs qui se sont signalés comme contestataires. Lors des récentes mutineries, les détenus ont exigé la suppression de ces régimes discriminatoires d'enfermement : à Saint-Maur en octobre 1987, à Besançon en décembre 1987, à



Pierre Arpallange, Garde des Sceaux.

Si nous devons éviter l'amalgame entre isolement sensoriel et isolement carcéral, il n'en reste pas moins que l'isolement est effectivement une méthode d'élimination qui doit être dénoncée jusqu'à la fermeture des QI.

Il est certain que d'autres luttes s'imposent, comme le droit d'association en prison, la possibilité pour les détenus de bénéficier de parloirs conjugaux, la suppression du prétoire et du mitard...



Roger Knobelpless.

Mais la lutte s'est engagée depuis quelques années sur l'isolement carcéral. Par conséquent, aux côtés de ceux qui se battent pour la fermeture des quartiers d'isolement, nous ne pouvons que dénoncer cette pratique hypocrite et criminelle qui vise sans le dire à détruire « proprement » les détenus opposés à l'administration pénitentiaire.

Isolement carcéral, isolement sensoriel

L'isolement sensoriel consiste en un enfermement total. De surcroît, il implique la lumière permanente, des murs blancs, un son continu ou le silence absolu. Son but, tout comme le lavage de cerveau : briser la résistance du prisonnier.

Ralph Binswanger, le psychiatre suisse, donne des analyses accablantes de l'isolement sensoriel.

Mieux que lui encore, Ulrike Meinhof a fourni le témoignage le plus terrible que nous ayons sur cette « torture propre ». Il s'agit d'une lettre du « couloir de la mort » (1972-1973).

« Sentir ta tête exploser (sentir ta boîte crânienne sur le point d'éclater en morceaux).

Sentir ta moelle épinière te remonter au cerveau à force d'être comprimée.

Sentir ton cerveau comme un fruit sec.

Se sentir sans cesse et inconsciemment et comme électriquement téléguidé.

Sentir qu'on te voit tes associations d'idées.

Sentir ton âme pissier de ton corps, comme si tu n'arrivais plus à fixer l'eau.

Sentir ta cellule bouger.

Tu te réveillés, tu ouvres les yeux : la cellule bouge.

L'après-midi quand il y a du soleil, ça s'arrête tout d'un coup. Mais elle bouge toujours, tu n'arrives pas à te dépêtrer de cette sensation.

Impossible de savoir si tu trembles de froid ou de fièvre.

Impossible de t'expliquer pourquoi tu trembles, pourquoi tu gèles.

Pour parler de façon simplement audible, il te faut faire un effort, il faut presque hurler, comme pour parler très fort.

Te sentir devenir muette.

Impossible de te rappeler le sens des mots, sinon très vaguement.

Les sifflantes — S, SS, TZ, SCH — supplice intolérable.

Les gardiens, les visites, la cour — réalité de celluloid.

Maux de tête.

Flasches.

Ne plus maîtriser la construction des phrases, la grammaire, la syntaxe.

Si tu écris, au bout de deux lignes, impossible de te rappeler le début de la première.

Sentir que tu te consumes au-dedans.

Sentir que si tu étais libéré, dire ce qu'il en est, ce serait exactement comme jeter de l'eau bouillante à la gueule des autres et les ébouillanter, les défigurer à vie.

Une agressivité folle, sans exutoire — c'est le pire. Etre persuadée que tu n'as pas la moindre chance de t'en tirer et impossible de faire entendre ça.

Des visites, il ne t'en reste rien. Une demi-heure après, impossible de te rappeler, sauf de façon mécanique, si ça a eu lieu aujourd'hui ou la semaine dernière.

Le bain de la semaine c'est la chance de se laisser aller, de reprendre des forces pour un bref instant — pour quelques heures.

Sentir le temps et l'espace irrémédiablement imbriqués l'un dans l'autre et te sentir vaciller, piégée dans un labyrinthe de glaces déformantes...

Et après : la terrible euphorie d'entendre quelque chose — qui diffère le jour de la nuit acoustique.

Sentir que maintenant le temps repart, le cerveau se dilate, la moelle épinière se remet en place pour des semaines.

Et te sentir comme dépitée.

Bourdonnements d'oreilles et au réveil te sentir comme rouée de coups.

Et bouger au ralenti.

Te sentir comme enfermée dans une cuve plombée et sous vide.

Et après : choc, comme si une plaque de fer te tombait sur la tête.

Comparaisons, concepts qui te viennent à l'esprit.

Aux prises avec un fauve psychique — tambourinage impitoyable, comme dans une fusée en pleine accélération, où les types sont érasés sous la vitesse.

La colonie pénitentiaire de Kafka — le type sur une planche à clous et le grand huit sans arrêt.

Quand à la radio : ça permet un minimum de détente, comme un coup de frein, on chute de 240 à 120. »



Non !
Non à la torture blanche et propre, abolition du mitard et de l'isolement carcéral.

Jacques Lesage de La Haye

(1) Adresse du CAIC : 29, rue Stephenson, 75018 Paris.

SARAWAK

La forêt en péril

QUI connaît le Sarawak, région ouest de Bornéo rattachée à la Malaisie ? Pourtant il s'y déroule de nos jours des drames dignes de l'époque coloniale occidentale. En octobre 1986 (1), nous dénoncions dans ces colonnes le projet hydroélectrique qui menaçait 5 000 indigènes, cette fois nous nous attachons plus particulièrement à alerter l'opinion face à la destruction de l'environnement.

Résistance indigène

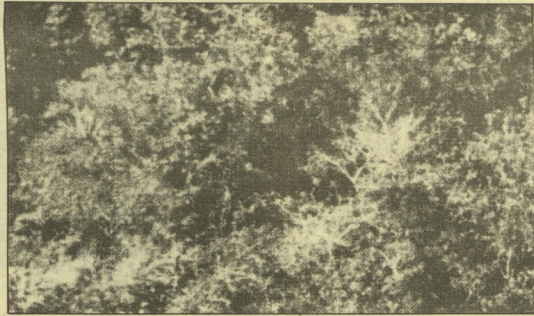
Le conflit entre les exploitants forestiers et les habitants originels de la région a connu récemment de nouveaux rebondissements. Les indigènes ayant élevé des barrages afin d'empêcher la coupe du bois n'ont pas tardé à subir la répression policière. Du 29 novembre 1988 au 21 janvier 1989, 128 personnes furent arrêtées en vertu d'une loi qui assimile toute action contre le commerce du bois à un acte criminel. Il est vrai que pour le directeur de la forêt du Sarawak, ces derniers avaient « besoin d'une leçon ». Par contre, Din Angun, membre de la tribu des Penans, explique clairement les raisons de leur opposition : « Nous avons dressé des barricades parce que nous ne pouvons plus admettre de nouvelles destructions de nos terres, de nos propriétés et des ressources vitales à notre survie ». Leurs revendications le sont tout autant : « Notre demande principale porte sur la protection et la reconnaissance de nos droits sur nos terres et nos ressources, nous voulons que le gouvernement définisse et délimite les

territoires communautaires de tous les Penans et des autres groupes indigènes », déclare Lolee Mirai, chef de Long Leng.

Ces incidents ne sont pas les premiers. Déjà, en 1987, les actions de protestation avaient reçu un écho international. Voici la lettre que les Dayaks avaient envoyée au gouvernement avant

maux sauvages dans une forêt dévastée.

« Vous avez profité de notre naturel confiant, et vous nous avez trompés en des transactions déloyales. Vous nous avez oté nos moyens d'existence et avez mis nos vies en péril. Vous avez provoqué la colère de notre peuple. Nous voulons récupérer nos



le début des hostilités : « Stoppez la destruction de la forêt ou nous serons contraints de la défendre. La forêt est notre unique moyen d'existence. Nous vivons là bien avant votre arrivée, vous les étrangers. Nous pêchions dans des rivières d'eau claire, chassions dans la forêt et récoltions les fruits des arbres. Notre vie n'est pas facile, mais nous l'apprécions. Aujourd'hui, les compagnies d'exploitations forestières ont transformé nos rivières en torrents de boue et ont dévasté nos forêts. Le poisson ne peut pas plus survivre dans les eaux sales que les ani-

terres ancestrales et en vivre à nouveau. Nous savons les utiliser de manière plus avisée. Lorsque vous venez chez nous, venez comme des hôtes, avec respect. »

De mars à octobre, plusieurs milliers d'indigènes, appartenant à plus de 30 communautés, paralysèrent la coupe du bois. Puis, le 27 octobre, la police opéra une série d'arrestations afin de mettre fin au blocus.

La désinformation officielle

Parallèlement à la répression, la désinformation officielle tente d'empêcher toute solidarité. A un défenseur des droits indigènes, le Premier ministre répondit : « Vous avez tort de penser que vouloir donner les forêts aux indigènes sauvera les arbres. Les indigènes pratiquent une culture par abattis-hulis. De vastes pans de forêts ont été dévastés par ces pratiques d'écobuage. La coupe d'arbres adultes sélectionnés permet une régénération rapide de la forêt. Mais évidemment cela sonne mal de condamner les indigènes. C'est beaucoup plus romantique de combattre pour leurs droits qui vont à l'encontre du gouvernement ». Ce responsable politique est aisément contredit par une étude de l'Université de Malaya qui démontre que la coupe industrielle détruit la forêt 72 fois plus vite que l'agriculture par abattis-hulis.

Comme on le voit, la survie de milliers d'autochtones n'a guère de poids face aux intérêts de quelques exploitants forestiers. Et lorsque l'on apprend que ce sont les politiciens qui détiennent de nombreuses concessions, on ne s'étonnera plus de la façon dont sont traités les indigènes. C'est ainsi que trois hectares de bois sont abattus chaque minute au Sarawak, afin de fournir 30% du commerce mondial et d'approvisionner le Japon, Taiwan et la Corée du Sud.

Tout comme au Brésil, le gouvernement malais entend bien continuer de dévaster l'environnement au nom du « développement » et de la sacro-sainte « sécurité nationale ». Mais à qui profite le crime, si ce n'est à la minorité possédante du pays et aux industriels étrangers ?

Jean-Claude PASCAL

Sources : Survival International, 45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris.
(1) Monde libertaire du 2 octobre 1986.

POLOGNE

Interview...

Nous publions, cette semaine, la suite de l'interview des militants de Solidarnosc dont nous avons publié la première partie la semaine dernière. Cette interview, qui fait le point sur la situation de l'opposition syndicale en Pologne, a été réalisée par des militants du Mouvement pour une société alternative (RSA) anarchiste, dont nous avons déjà parlé dans nos colonnes (cf. en particulier le Monde libertaire n° 729 du 8 décembre 1988).

Rappelons que RSA (Ruch Spoleczenstwa Alternatywnego) a été fondé à Gdansk en juillet 1983 pour s'étendre ensuite à Poznan et Szczecin, tandis que d'autres groupes se développaient un peu partout dans le pays. Rappelons enfin qu'il existe aujourd'hui une fédération anarchiste, MA (Miedzynastówka Anarchistyczna), destinée à rassembler les divers milieux anarchistes.

Relations internationales

— RSA : Que peuvent faire les gens qui traitent le syndicat sérieusement, est-ce qu'après l'enregistrement de ce « Solidarnosc » waldésiste (voir Monde libertaire précédent), appelons-le ainsi, ils prévoient éventuellement de reprendre l'activité de « Solidarnosc », l'ancienne, ou bien prévoient-ils sérieusement de nouveaux syndicats ?

— Andrzej Gwiazda : Je pense qu'un tel syndicat apparaîtra indépendamment de fait, si un quelconque groupe le décide, formellement ou pas. J'estime que malgré tout, pendant ces années depuis l'état de guerre, la société a acquis de la maturité politique, si bien que nous observons en ce moment un phénomène stupéfiant : un manque d'intérêt total pour les discussions autour de la table ronde. Lorsque, il y a deux ans, Walesa et neuf professeurs d'université avaient lancé un appel au gouvernement des Etats-Unis pour qu'il accorde un prêt au régime de Jaruzelski, la Pologne est entrée en ébullition. Les gens m'abordaient sans cesse dans la rue pour obtenir des éclaircissements, s'indignaient, s'énermaient, recherchaient des explications et des justifications à ce geste. Deux ans ont passé, la ligne politique propagée avec une extraordinaire intensité par la clandestinité, inféodée justement à la commission nationale exécutive, par ses éditions, a été réalisée. Or, il s'avère que l'intérêt pour les débats et pour leurs résultats est quasiment nul. On ne peut guère trouver cet intérêt que dans les milieux militants, ce qui est compréhensible, puisque des postes éventuels se préparent dans les futurs syndicats légalisés.

« Que pensez-vous de la démocratisation, du développement du capitalisme et du marché libre ? »

— RSA : On présente comme voies de sortie de la crise la démocratisation, le développement du capitalisme, du marché libre, etc. Qu'en pensez-vous ?

— A. G. : L'idée de la démocratisation a été définitivement enterrée lors des rencontres préparatoires qui ont précédé la table ronde. A savoir que le groupe réuni dans ce que l'on appelle le « comité de citoyens », bien entendu non pas élus mais nommés, a accepté une procédure antidémocratique qui, par des tractations en coulisses, consiste à introduire 30% de députés issus de l'opposition constructive. C'est la négation de l'idée de démocratie, de l'idée d'élections libres. De toute manière, l'idée de la démocratie a été en principe compromise dans le syndicat, puisque dans un syndicat

créé aux slogans de la démocratie, de la participation des membres à la prise des décisions, cette idée a finalement été délaissée.

Walesa tendant à la dictature, le disant ouvertement, déclarant ouvertement aussi, lors du congrès, qu'il n'allait pas se conformer aux procédures démocratiques, qu'il n'allait pas appliquer les décisions prises démocratiquement, a été élu président du syndicat et par là même l'idée de démocratie a été niée.

Depuis l'état de guerre, l'idée de l'antidémocratie a été réalisée en pratique : tous ces corps, le conseil provisoire de Solidarnosc (TRS : Tymczasowa Rada Solidarnosci), la commission nationale exécutive (KKW : Krajowa Komisja Wykonawcza), auxquels on attribuait — ou qui usurpaient — l'équivalent du pouvoir sur le syndicat, étaient issus de la nomination et non de l'élection comme l'exige les statuts.

— Joanna Duda-Gwiazda : Mais ces corps étaient acceptés par la majorité des membres du syndicat, c'est du moins ce qui apparaît à l'observation, c'est-à-dire comme si les gens s'étaient prononcés contre la démocratie.



Chantier naval de Gdansk.

— A. G. : Et j'estime que les pays de l'Ouest y ont particulièrement contribué, je vise surtout les Etats-Unis, qui, tout en se présentant comme le pays de la démocratie, ont investi des efforts et de l'argent pour éliminer en Pologne l'idée de la démocratie, et la discréditer aux yeux de la société. Car la censure était de rigueur, non seulement dans la presse dépendant de la commission nationale exécutive (ce qui est tout à fait naturel, dans la mesure où chaque rédaction a le droit de publier ce qui lui semble opportun), mais était imposée également sur les faits et les opinions transmises en Pologne par les stations de radio subordonnées au Congrès ou au département d'Etat, comme Radio Free Europe ou Radio Voice of America.

•••

URSS

Les femmes russes

QUAND elles ne courent pas toute la journée pour trouver du lait et de la viande pour les enfants, elles travaillent dans les secteurs les plus pénibles et les moins qualifiés. Si elles ont des enfants, trouver un travail devient quelque chose de l'ordre du parcours de la combattante, puisqu'il n'y a pas de crèche et que la place dans les écoles dépend de l'assiduité et de la vénération que l'on témoigne aux structures et fonctionnaires



du parti. Alors, elles ont souvent recours à la grand-mère pour assurer la garde des enfants, qui sont inscrits sur une file d'attente d'un dossier administratif inquisiteur. Il y a d'autres files d'attente humaines devant les magasins. Ça leur bouffe leur temps, leur vie. Il

n'y a pas de loisirs, ou quand il y en a, ils sont trop chers. Il y a l'alcool, pour les chômeurs et les maris qui sortent de l'usine fatigués, humiliés. C'est pour cela que beaucoup d'entre elles vont chercher leur compagnon à la sortie de l'usine pour l'empêcher d'aller dépenser le peu d'argent gagné dans la vodka, seul vecteur accessible du rêve...

Comme en France, comme dans tous les pays du monde, elles assurent le quotidien, et ce sont elles qui chaque jour trouvent le pain qui, pas plus là-bas qu'ailleurs, ne tombe pas du ciel. Leur vie, certainement, ressemble à une survie, et les tâches quotidiennes les envahissent tellement qu'elles ont du mal, pour l'instant, à s'organiser, à réfléchir sur leur condition.

Et pourtant, ce sont souvent les femmes soviétiques qui ont été (et sont) à l'origine des cercles dissidents, où elles sont souvent majoritaires. Parce que le frère, le père ou le mari est emprisonné dans un camp. Elles organisent la solidarité. Parce que le système les oblige à trouver des combines, elles connaissent bien les réseaux susceptibles de les aider. Elles ont la connaissance du concret, ce qui les rend très vite efficaces dès qu'il faut trouver des vêtements chauds, voire des médicaments, éléments qui deviennent vitaux dans un camp sibérien.

C'est ce qui fait qu'il n'y aura pas d'évolution du système soviétique si les femmes ne s'en mêlent pas. C'est pour cela que je crois que tout changement positif de la société soviétique viendra des femmes.

D'après l'interview de Vladimir Borissov (lors de l'émission « Chronique syndicale » du 11 mars 1989).

POLOGNE

Interview de militants de Solidarnosc

... On en est même arrivé, comme je l'ai appris dernièrement, à ce que nos interviews accordées aux Etats-Unis soient renvoyées pour censure à la KKW, qui décidait si on pouvait les diffuser à l'antenne de Radio Free Europe ou pas. Ainsi, la KKW n'a jamais laissé publier mes appréciations négatives de la proposition de table ronde, où j'avais déclaré en septembre que l'on ne parlerait de la « table ronde » qu'en septembre, en octobre, peut-être encore en novembre si la situation restait chaude, et puis que l'idée tomberait. Ces interviews n'ont jamais été diffusées.

— **RSA :** Appelons cela : « le capitalisme à la polonaise ». Comment voyez-vous une possibilité de réforme économique par l'élargissement de ce que l'on appelle l'économie de marché ?

— **A. G. :** L'idée de l'économie de marché a toutes les faveurs de la propagande en RPP (République populaire de Pologne, terme toujours employé par dérision, NDT).

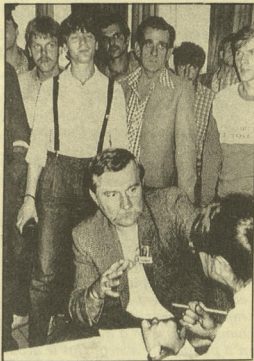
Mais il faut se souvenir qu'en Pologne le travailleur ne reçoit que 5% de la valeur du travail effectué, et il paraît même que la main-d'œuvre ne représente qu'à peine 10% du prix du produit moyen, statistique. Par conséquent, cela signifie que la société ne peut racheter que 10% de ce qu'elle a produit. Aussi, parler d'économie de marché alors que les salaires sont aussi bas est une ineptie, parce que le citoyen de la RPP n'est pas un partenaire pour l'économie, car son pouvoir d'achat est si réduit qu'il est incapable de jouer un rôle de partenaire. Si, dans ces conditions, nous instaurions le capitalisme, nous le précipiterions immédiatement dans la pire crise du début du XX^e siècle.

On sait que les pays de l'Ouest, à cette époque, sont sortis de telles crises par un recours à l'intervention de l'Etat. Or, dans notre cas, cela signifierait un retour à l'économie dirigée. En ce moment, le passage au capitalisme, si seulement il était possible, nous projeterait au cœur même de la crise du capitalisme, dont il serait non moins difficile de sortir que de la crise du communisme.

On dit chez nous que peu importe qui est le propriétaire, pourvu qu'il soit effectivement le propriétaire. Il n'y a là aucune solution pour les gens en Pologne. Il semble actuellement que les lois nouvellement promulguées n'aient qu'un seul but : transmettre l'économie à titre de propriété privée à ces gens que l'on appellait jusqu'à présent la « nomenklatura », c'est-à-dire aux fonctionnaires du parti qui décident de l'activité économique. Premièrement, ce sont des gens qui, pendant les nombreuses années de leurs activités, ont montré qu'ils n'avaient aucune idée de la manière de gérer une entreprise. Deuxièmement, ils sont censés recevoir tout simplement en récompense une partie, voire la totalité, des entreprises en propriété privée, alors que leur mérite direct est le démantèlement de l'économie polonaise. C'est inacceptable, tant d'un point de vue logique que moral.

— **J. D.-G. :** Mais il me semble qu'il est encore un aspect important de cette solution. Il me semble que si nous choisissons les propriétaires au hasard dans le bottin, si nous les tirons au sort, si nous les attrapons par des raffles dans les rues, eh bien, même alors, ces solutions seraient significativement plus avantageuses. Seuls les communistes savent sur quel volcan ils sont assis. J'estime que nous ne nous rendons même pas très bien compte de jusqu'où a été poussé le démantèlement du système communiste.

Il est évident que pour eux la seule sécurité réside en la police et leur fidélité à l'Union soviétique. Ils seront les derniers à s'opposer à l'imposition de charges supplémentaires ou au maintien des charges exceptionnelles déjà existantes, pour conserver le système. Ils vont s'efforcer de tirer des profits maximaux de leurs positions de propriétaires ou d'employeurs, car ils veulent s'enrichir au plus vite, sentant que la situation les presse. Il est certain qu'au cas où ils déposeraient ces capitaux non pas en Pologne mais à



Lech Walesa.

l'étranger, cette solution ne peut que contribuer à nous plonger dans une misère et un dépouillement du pays encore plus grands.

« Le programme principal des communistes : rembourser les dettes »

— **RSA :** De même que le remboursement des dettes sera en fait l'exportation des éventuels bénéfices des gens de l'intérieur. Car tel est désormais partiellement le programme des communistes : rembourser les dettes.

— **J. D.-G. :** Bien entendu, il me semble que toute l'orientation vers l'efficacité de l'économie, d'ailleurs reprise exactement de l'idéologie communiste, se résume à ce qu'en



fait seul compte l'export, que seules sont importantes les rentrées de dollars. C'est justement cela qui actuellement achève de démanteler l'économie, provoquant cette crise, je dirais : matérielle. Les entreprises n'ont pas de quoi produire, puisque l'on vend les matières premières qui leur sont indispensables.

Le premier de ces signaux dont j'ai eu connaissance fut la vente de

toute la doublure produite dans les entreprises textiles polonaises, pour 80 groszy le mètre ; puis les usines d'habillement, celles bien sûr qui pouvaient se le permettre, rachetèrent cette doublure à 1,80 zloty le mètre. La fabrique de téléviseurs Unimor ne put développer sa production comme elle le désirait, car le ministre Wilczek avait vendu les ampoules pour tubes cathodiques à la Grèce ; il était très content d'avoir obtenu des dollars immédiatement. La fabrique de cellulose de Kwidzyn ne peut pas produire de papier, parce que 600 stères de bois ont été vendues, car il y avait quelque'un de prêt à payer en dollars. Aussi, cette volonté d'obtenir des dollars à tout prix conduit le pays à la ruine.

Mais tout cela est lié, aussi, à une certaine dimension psychologique du problème : la richesse du pays ne se mesure pas ici à la richesse de ses citoyens, ce qui est la base même du système démocratique capitaliste. Ne compte que ce que l'Etat a pour lui-même, que ce que l'employeur a pour lui-même.

— **A. G. :** C'est-à-dire que se poursuit la pleine aliénation de l'établissement par rapport à la société. On ne considère comme intérêt de l'Etat, on ne compte comme bénéfice de l'Etat que ce que la société ne recevra pas, que ce qui restera hors de la consommation par la société. La consommation n'est plus qu'un coût de production.

— **J. D.-G. :** Peut-être reviendrais-je encore à la question des syndicats. On perçoit de même la question des syndicats, comme si les syndicats devaient nous rendre plus difficile le développement du capitalisme, puisqu'ils vont demander quelque chose pour le travailleur aux dépens du malheureux capitaliste. Alors que, justement, les syndicats ont sauvé le capitalisme, avant même que Keynes n'invente sa théorie, tout simplement en exigeant un meilleur partage de la valeur produite entre l'employeur et l'employé, ils ont fait que le pouvoir d'achat des travailleurs est devenu suffisant pour racheter la production des usines. Ce n'est que plus tard que l'on s'est aperçu que c'était pourtant logique, que le travailleur n'est pas seulement producteur mais aussi consommateur.

— **A. G. :** Et les salaires doivent assurer aux travailleurs un pouvoir

souffert de l'idée, d'ailleurs capitaliste, de grands crédits au développement, d'investissements extérieurs et d'intégration rapide au marché international. De cette manière, on a essayé de greffer artificiellement une industrie

prévisions. Nous sommes actuellement dans une phase de crise des notions, de trouble provoqué par le fait que ce que s'imaginaient les membres normaux de la société, c'est avéré être en contradiction complète avec la réalité. Et cela est



moderne, travaillant exclusivement pour l'export, de fourrages ou d'engrais artificiels, par exemple. Il s'est avéré qu'il est même impossible dans cette situation de rembourser les dettes et que le développement se ralentit. C'est une vaste question.

— **A. G. :** Tous les pays qui ont pris la voie d'un développement financé de l'extérieur vivent aussi en ce moment une grave crise, ils ne sont pas sortis de la misère et sont accablés par des dizaines de milliards de dollars de dettes.

— **RSA :** Est-ce qu'en conséquence d'une entente des autorités et de l'opposition dite constructive, on peut aboutir à quelques changements socio-économiques réels et à une amélioration de la situation dans le pays ?

— **A. G. :** Cela n'est absolument pas envisagé dans les déclarations de l'opposition constructive. Les débats, l'entente, ont été, surtout dans le journal clandestin *Tygodnik Mazowsze*, de plusieurs années de propagandes sur d'indispensables renoncements, c'est-à-dire que l'on est tout de suite parti du principe que toutes ces réformes s'accompliraient au prix des intérêts sociaux. Et l'on n'envisageait pas du tout que ces réformes fussent donner lieu à une amélioration de la situation en Pologne.

« Prévoyez-vous l'éclatement de protestations ? »

— **RSA :** Dans ces conditions, prévoyez-vous l'éclatement de protestations et, éventuellement, sous quelle forme ?

— **A. G. :** Ici, une question très sérieuse est l'effondrement, en fait la crise, de l'idée de démocratie. Face aux conceptions dictatoriales ou autoritaires, la démocratie a subi une défaite lors de la première tentative de son introduction dans NSZZ « Solidarnosc ». Cela est très lourd de conséquences pour la forme de la future révolte, car jusqu'à présent tous les soulèvements populaires se déroulaient au nom de la démocratie. Il me semble que cette crise de la démocratie peut, soit retarder cette révolte, soit lui donner une toute autre forme.

Si une révolte éclatait dans de très brefs délais, elle serait peut-être même alors dirigée plus contre l'opposition que contre le parti. Le POUP est depuis longtemps notre adversaire déclaré, mais l'opposition constructive est de plus en plus nettement perçue comme un groupe qui a trahi les intérêts qu'il s'était engagé à défendre. Par conséquent, il est très difficile d'hasarder des

un point extraordinairement instable psychologiquement.

— **RSA :** Quant à la perspective d'une révolte, vous parait-elle réelle, et quand pourra-t-elle se déclencher ?

— **A. G. :** Nous avons actuellement affaire à une vague de grèves plus ou moins organisées, alors qu'un soulèvement important devrait être précédé d'une structuration des notions et — même à un niveau subconscient — de la formulation parmi les Polonais de la nouvelle situation et d'un nouveau regard sur l'opposition.

— **J. D.-G. :** Les gens attendent toujours, bien qu'avec de moins en moins d'espoir, que la table ronde et le marché libre donnent quelques résultats. Ce ne sera que lorsqu'ils se seront persuadés que ces résultats n'existent pas, qu'alors aura lieu un certain renouvellement de la conscience, qui peut causer un nouveau soulèvement.

— **A. G. :** Et quant aux syndicats, il convient à une vague de grèves de tout reprendre depuis le début. Parce que les syndicats qui se créent, que Walesa doit obtenir, seront de nouveaux les syndicats que nous connaissons déjà parfaitement bien, même s'ils auront plus de droits que ceux dont jouissaient les CRZZ (syndicats officiels d'avant l'état de guerre, NDT). Quelqu'un là-haut, quelque-part, à établir les statuts, et les membres désormais n'ont plus qu'à signer. Dès maintenant, on voit nettement la tendance si l'accord se fait et de nouveaux syndicats sont créés, à ce que leurs statuts soient différents de ceux qu'avait « Solidarnosc ». Par conséquent, ce sera un autre syndicat, et quand bien même lui donnerait-on le même nom, une partie des gens — et les meilleurs — n'adhèrera pas à ce syndicat. C'est peut-être cette catégorie de gens les plus prudents, ceux qui ne s'étaient pas inscrits dans les syndicats de collaboration, qui n'entreront pas dans ces syndicats. On peut donc penser que n'y adhèrera qu'une sorte de « centre chaud », ce qui aura des conséquences immédiates sur l'activité et dissuadera probablement les autres. C'est-à-dire qu'il peut arriver que Walesa obtienne en haut lieu un syndicat mais ne trouve pas de volontaires pour y adhérer.

— **RSA :** Est-ce à dire que nous pouvons nous attendre à un retour des syndicats libres ?

— **A. G. :** Je pense que oui.

Interview réalisée à Gdansk le 4 février 1989 par RSA

JEHAN MAYOUX

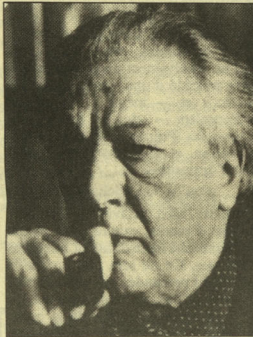
Un surréaliste méconnu

JEHAN MAYOUX est l'un des écrivains issus du surréalisme les plus méconnus. Son œuvre est, quantitativement, beaucoup moins importante que celle de Breton ou de Péret, mais, qualitativement, n'en requiert pas moins l'attention du lecteur sensible à ce courant littéraire.

« Je n'ai jamais connu un homme qui eût davantage le sens de l'honneur, a écrit Alfred Campozer. (...) Ce refus de plier et de se plier allait de pair avec sa fidélité à la poésie. Son œuvre poétique — une des plus pures de notre temps — trop discrètement publiée en de rares plaquettes ou en revues, n'a pas la place qu'elle mérite dans les anthologies. Dans le flamboisement surréaliste, la poésie de Mayoux est unique, n'appartient qu'à lui », ajoute, à juste titre, le secrétaire de Giono (1).

« J'ai eu très tôt connaissance de l'arbitraire »

Jehan Mayoux est né le 25 novembre 1904, à Cherves, dans le département de la Charente. Ses parents, François et Marie Mayoux, sont enseignants. Ils sont aussi syndicalistes, pacifistes et ouverts aux idées libertaires.



A. Breton.

« (...) J'ai eu très tôt connaissance de l'arbitraire, de l'injustice, du fanatisme stupide, se souviendra Jehan Mayoux. (...) Trois ou quatre familles seulement nous adressaient la parole. De temps à autre, excités par je ne sais quelles circonstances, les gamins me bourraient discrètement les côtes en me traitant de "sale protestant" (leur vision du monde n'allait pas au-delà de l'opposition bons catholiques contre mauvais protestants) (...) » (2).

Jehan Mayoux participe aux activités de propagande de ses parents... A l'âge de douze ans, il est même convoqué au tribunal pour avoir collé des « papillons pacifistes » !

Il adopte à son tour la profession d'enseignant, puis se marie en 1925. Son nom ne tarde pas à apparaître au sein du mouvement surréaliste. Un texte portant sa signature est publié par la revue *Le Surréalisme au service de la Révolution* en 1933. Un autre texte paraît dans *Minotaure*... Deux exigences doivent être satisfaites pour que l'homme accède un jour à la « société idéale », pressent Jehan Mayoux dès ce moment. Il faut qu'un bouleversement politique ait lieu, car il convient de changer profondément les structures de cette société. Mais cela ne pourra se faire sans une évolution, préalable ou simultanée, des mentalités. Le surréalisme, assure l'écrivain, peut remplir cette seconde exigence.

« Il est évident que la transformation de la société est la condition nécessaire de la libération de l'homme ; non moins évident qu'elle n'en est pas la condition suffisante : si les esprits ne sont pas libérés, les hommes ne seront pas libres. Si comme chacun le pense, ces deux libérations sont de quelque

manière liées, c'est encore préparer l'une que tenter dès maintenant d'entreprendre l'autre. » (3).

L'écrivain surréaliste conservera cette conviction jusqu'à ses derniers jours.

En 1934, de nombreux militants politiques allemands fuient la répression nazie. A Dunkerque, où il réside, Jehan Mayoux se charge de les accueillir, et de les diriger ensuite vers l'Espagne. Le gouvernement français traitera avec aussi peu d'humanité les réfugiés allemands, qui commencent à affluer sur son territoire, que les républicains espagnols, quelques années plus tard.

A cette époque, Jehan Mayoux est délégué du Syndicat des enseignants du Nord. Sans adhérer à un parti, il ne cessera de militer dans un syndicat d'enseignants.

En 1935, il signe, en compagnie de plusieurs auteurs, le texte intitulé *Du temps où les surréalistes avaient raison*, texte signifiant la rupture des surréalistes avec le Parti communiste français et la politique suivie en URSS. Il publie, à quelques exemplaires non commercialisés, un premier recueil : *Trainoir*. Un second recueil, *Mais*, voit le jour dans les mêmes conditions en 1937. *Le fil de la nuit* (4) est édité en 1938. Puis, en 1939, un nouveau recueil est tiré à un plus grand nombre d'exemplaires : *Ma tête à couper* (5).

En 1936, Jehan Mayoux a été nommé secrétaire adjoint de la Bourse du travail de Dunkerque. A la suite d'un concours, il devient « inspecteur primaire » de l'Éducation nationale.

« Pas plus hideux que la patrie »

Lors de la déclaration de la guerre, il refuse de répondre à l'ordre de mobilisation. Il décide de ne pas échapper aux conséquences de son geste, afin de lui donner valeur d'exemple, et se présente spontanément à la gendarmerie. « Pas plus hideux que la patrie », écrira-t-il plus tard (6). Considéré comme insoumis, il est immédiatement emprisonné à Lyon... Sur la porte de sa cellule, un écriteau : « détenu dangereux » (7). Un tribunal militaire le condamne à cinq années de détention et prononce sa révocation du corps enseignant. Le gouvernement de Vichy prononcera une seconde fois sa révocation.

Conduit à la centrale de Clairvaux, il est emprisonné en compagnie d'autres réfractaires.

Le 6 juin 1940, la centrale est bombardée. Il y a de nombreux morts et blessés. Jehan Mayoux et d'autres détenus parviennent à s'évader. Malheureusement, la cavale dure peu de temps. Arrêté par les Allemands, il est emmené outre-Rhin, en tant que prisonnier de guerre.

Plusieurs tentatives de fuite incitent les autorités à le transférer au camp disciplinaire de Rawa-Ruska, en Ukraine. Ses compagnons de détention l'élisent président d'une « Amicale des enseignants ». Sa femme, Marie-Louise, également enseignante, meurt accidentellement en 1942, après avoir été déplacée en Algérie pour son opposition au régime de Vichy.

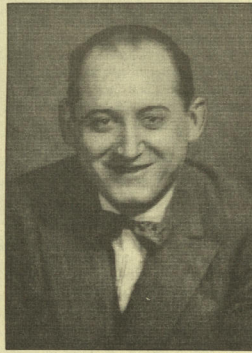
La captivité que subit Jehan Mayoux ne s'achèvera qu'en mai 1945, date à laquelle il peut enfin rentrer en France. Il lui faudra cependant attendre plus d'une année pour être amnistié et réintégrer l'enseignement (en octobre 1946). Il est alors nommé inspecteur primaire à Ussel. Il se remarie en 1947.

L'« urgence impérieuse »

En 1948, il publie un recueil intitulé *Au crible de la nuit*, dont la plupart des textes ont été rédigés en

captivité. Faut-il discerner dans les vers suivants l'une des conceptions de l'anarchisme de l'auteur ? « Un palais d'écolières où je n'ai jamais soif où je n'aurai pas peur » (8).

En 1957, dans la revue *Surréalisme, même*, il prend la défense d'un autre surréaliste, de ses amis depuis de nombreuses années : Benjamin Péret. L'auteur du *Déshonneur des poètes* est en effet victime d'un certain ostracisme de la part du milieu littéraire. L'amitié des deux hommes ne surprend pas. Péret a souvent été proche des idées libertaires.



B. Péret.

Dans ce texte, Jehan Mayoux réitére la position propre aux surréalistes, à savoir que la poésie ne peut qu'être révolutionnaire. Un poète ne vit pas en dehors du monde. Ses textes reflètent la société qui est la sienne, au moment où il écrit. Un engagement concret est parfois nécessaire, afin de préserver cette liberté si chère, sans quoi le poète est réduit au silence.

« (...) Les circonstances peuvent faire que l'action politique et sociale soit une nécessité immédiate, une urgence impérieuse, le poète prendra alors part à la lutte (comme il a pu le faire en d'autres temps, et la vie de Péret peut servir d'exemple) par les moyens propres à l'action politique et sociale, au même titre que n'importe quel citoyen. » (9).

Pourtant, Jehan Mayoux estime que la poésie est révolutionnaire en elle-même, et qu'elle ne saurait être assujettie à des questions partisanses. « Un vrai poème ne peut être commandé par les consignes du moment, remarque-t-il, il échappe, par définition, à toute consigne. » (10). Ce que l'on a appelé « l'esprit de la Résistance », appliqué à la poésie, fournit, selon Mayoux et selon la plupart des surréalistes, un résultat décevant.

Puis, lorsque survient la guerre d'Algérie, réprochant l'attitude du gouvernement français, il signe le *Manifeste des 121*, réclamant le droit à l'insoumission. Il est suspendu de ses fonctions, en octobre 1960, pour une durée de cinq ans.

En octobre 1961, répondant à une critique de Louis Janover et Bernard Pêcheur, il précise sa position : « Je dirai rapidement ce que la Déclaration représente pour moi. Avant tout une attaque contre mon ennemi n° 1, le militarisme français. Elle ne signifie nullement que je me fais le défenseur du nationalisme algérien, ni son porteur de valises. Mais si je me tais, je me range par là même (puisque j'ai la nationalité française) parmi les tenants du nationalisme, du militarisme français. » (11).

Jehan Mayoux traite, dans les conférences qu'il anime alors, de sujets qui ont souvent motivés les anarchistes : l'antimilitarisme, l'anticléricalisme, etc. Il se montre particulièrement agacé par l'attitude de l'Église, qui affirme que les blasphèmes que profèrent les athées

démontrent, non pas leur irréligion, mais au contraire leur croyance en un dieu.

Ses articles paraissent dans plusieurs revues artistiques : *Phases*, *L'Archibras*, etc. Jehan Mayoux rédige aussi une série de « fatrasies » (12), poursuivant ainsi la tradition surréaliste.

En octobre 1965, il reprend ensuite son emploi, jusqu'à sa retraite, en 1967.

En 1968, il participe aux nombreuses manifestations qui se déroulent à Paris ou à Montpellier. Les événements recueillent son enthousiasme, mais l'attitude des syndicats, qui préconisent la reprise du travail, le déçoit. Il exprime ce sentiment dans la préface qu'il compose pour le livre de Benjamin Péret et G. Munis, *Les syndicats contre la révolution* (13).

Il rédige, sans doute l'année suivante, un texte dans lequel il réaffirme son attachement aux idéaux libertaires : « Quand on a commencé de penser, peut-on savoir jusqu'où l'on ira ? Personnellement, j'en arrive à croire qu'en éliminant Bakounine, par de savantes manœuvres rien moins qu'honnêtes, Marx n'a pas, contrairement à ce qu'affirment avec tant d'assurance messieurs les staliniens et certains de nos amis d'extrême gauche, n'a pas définitivement clos le débat au sein des diverses tendances du socialisme, entre ceux qui estiment seules capables d'engendrer un monde meilleur, la contrainte physique ou morale, la loi coercitive qui dicte à chacun sa conduite, et ceux qui voient la liberté non comme un idéal destiné à resplendir à la fin des temps, mais comme un bien positif, l'apanage de tous, susceptible de s'accroître indéfiniment, bref n'a pas clos le débat entre autoritaires et libertaires. » (14).



Jehan Mayoux décède le 14 juillet 1975. L'année suivante, Yvonne Mayoux, sa seconde épouse, entreprend la publication de ses œuvres complètes. Parmi celles-ci, figure un étonnant *Traité des fourchettes* (15) !

L'un des acteurs les plus conséquents du surréalisme

Il est regrettable que l'œuvre de Jehan Mayoux n'ait jamais bénéficié d'une large audience. Scindée en deux parties, une œuvre poétique et une œuvre en prose, cette dernière de caractère plus politique, elle exprime, dans sa globalité, la sensibilité d'un homme qui demeura intégré sa vie durant. Le communisme libertaire représentait pour lui la seule voie que l'humanité pût

suivre pour échapper à l'oppression ou à la guerre.

Jehan Mayoux ne fut pas un militant à proprement parler, mais il intervint publiquement, de façon spontanée, lorsqu'il jugea que cela était utile. Son attitude antimilitariste témoigne de sa fidélité aux principes anti-autoritaires. Jehan Mayoux fut l'un des acteurs les plus conséquents du surréalisme. Alors que bien des écrivains ont effectué un revirement à un moment opportun de leur carrière, il se fit le tenant d'une conception de la littérature qui privilégiait, plus que tout, la liberté et l'intégrité. Ceci explique peut-être sa « marginalisation », au sein de la littérature, et même du surréalisme.

Il faudra pourtant qu'un jour ses écrits sortent de la semi-clandestinité dans laquelle ils sont relégués aujourd'hui, qu'ils occupent la place qui leur revient, aux côtés de Breton, de Péret, et de quelques autres.

Thierry MARICOURT

NOTES

(1) Alfred Campozer, préface à Jehan Mayoux, Œuvres complètes, Tome I, éd. Peralta, 1976 (secrétaire de Jean Giono, Alfred Campozer fut l'un des compagnons de détention de Jehan Mayoux, à la centrale de Clairvaux, en 1940).

(2) Jehan Mayoux, *L'homme de verre*, in Œuvres complètes, Tome V, éd. Peralta, 1979.

(3) Jehan Mayoux, André Breton et le surréalisme, éd. Les Cahiers de Contre-Courant, s.d. (1966) (également in Œuvres complètes, Tome V, op. cit.).

(4) Jehan Mayoux, *Le fil de la nuit*, éd. Sagesses, 1938 (également in Œuvres complètes, Tome I, op. cit.).

(5) Jehan, *Ma tête à couper*, éd. GLM, 1939 (le tirage est plus important, mais demeure tout de même modeste : 300 exemplaires) (également in Œuvres complètes, Tome I, op. cit.).

(6) Jehan Mayoux, *Fables*, in *Ma tête à couper*, op. cit.

(7) Cf. chapitre « 1939-1945 ».

(8) Jehan Mayoux, *J'aime Mais*, in *Au crible de la nuit*, éd. GLM, 1948 (également in Œuvres complètes, Tome I, op. cit.).

(9) Jehan Mayoux, Benjamin Péret, la fourchette coupante, in n° 2 et n° 3 de la revue *Le Surréalisme, même*, printemps et automne 1957.

(10) Jehan Mayoux, *idem*.

(11) Jehan Mayoux, Lettre à Louis Janover et Bernard Pêcheur du 17 octobre 1961, in Œuvres complètes, Tome V, op. cit.

(12) « On désigne par fatrasies des poèmes qui appartiennent au XIII^e siècle et dans lesquels des personnages accomplissent de façons invraisemblables des actions impossibles. Nous nous trouvons là en présence de monstres poétiques où s'enchaînent des noms, des adjectifs et des verbes pour ainsi dire contraints de vivre ensemble dans une strophe de onze vers que ne relie aucun sens explicite et dont on ne peut dégager aucun thème suivi. » (Jean Brun, présentation à Jehan Mayoux, in Œuvres complètes, Tome III, éd. Peralta, 1977).

(13) Benjamin Péret-G. Munis, *Les syndicats contre la révolution*, éd. Le Terrain Vague, 1968.

(14) Jehan Mayoux, D'une année sur l'autre, in Œuvres complètes, Tome II, éd. Peralta, 1976 (aux textes de Jehan Mayoux succèdent des poèmes de Yvonne Mayoux, réunis sous le titre : *La batelière*).

(15) Jehan Mayoux, *Traité des fourchettes*, Œuvres complètes, Tome IV, éd. Peralta, 1978.

Dans les documents rapportant le Procès à « Coupure » (un procès avait été intenté à l'encontre de Jean Schuster et d'Eric Losfeld, qui avaient reproduit dans la revue *Coupure* des articles parus précédemment dans *La Cause du Peuple* et poursuivis par les tribunaux), figurent les dépositions de Julien Graça, Michel Leiris et Jehan Mayoux (éd. Eric-Losfeld, 1972).

L'auteur tient à remercier Yvonne Mayoux pour les renseignements fournis.

L'ART POUR RADIO-LIBERTAIRE C'est reparti !

Pour la deuxième année consécutive, nous organisons une exposition-vente de soutien d'œuvres d'artistes plasticiens au profit de Radio-Libertaire. Cette deuxième exposition sera l'occasion d'aller plus loin dans nos rapports avec les artistes : deux débats seront organisés et permettront de discuter, autour de deux thèmes qui sont souvent l'objet de polémiques.

Cette année, nous exposerons dans un quartier en pleine mutation, grâce au CRIME (Centre de recherche et d'investigation par la mise en évidence), celui de la Bastille, où le CRIME montre des recherches que ses nombreux voisins galeristes ne montrent pas, faute de rentabilité immédiate.

La complexité du Café de la Danse, pour les débats, a été nécessaire ; c'est forts d'une expérience et d'une sympathie grandissante du monde des arts que nous vous présenterons cette exposition, que vous serez nombreux à venir voir. Cette exposition, comme la précédente, n'a pas de préjugés esthétiques, les artistes sont plus nombreux, et des dessinateurs de BD se joignent à nous cette année. L'art est une nécessité, comme le boire et le manger, un moyen de culture et de socialisation. Ce qui peut paraître une banalité ou un non-sens, selon que l'on en soit convaincu ou non.

La place de l'art dans la société française a beaucoup évolué ces dernières années, cette évolution a surtout profité aux marchands. L'esthétique prendrait-elle sa revanche sur les biens matériels ? Il est sûrement trop tôt pour tenter de faire une analyse. Les débats sont ouverts, et nous organiserons, à Radio-Libertaire ou en public, des débats s'il y a une demande. Mais il convient, comme dans tous les autres domaines de la vie, que nous restions vigilants et que personne ne décide à notre place l'esthétique que nous aurons. Le danger que représente la publicité comme esthétique mensongère doit nous faire réfléchir.

Le secrétariat de Radio-Libertaire remercie fraternellement tous ceux qui ont contribué à la réussite de cette deuxième exposition : les artistes, le CRIME, le Café de la Danse, les participants aux débats, Henri pour les affiches et Laurent pour l'original de l'affiche.

A dans deux ans...

André ROBERT

PEINDRE, ériger, construire, une partie de mes déterminations sont symboliques ; l'endroit où j'écris, l'endroit où je peins, l'endroit où je dors, l'endroit où je marche, l'inclinaison d'un lieu, son orientation, la place qu'il occupe dans l'échelle des valeurs humaines, la place occulte qu'il est censé occuper sur le plan de

« la conscience personnelle ». Tout est régi dans mon univers selon des modalités qui échappent à mon propre déterminisme. Je suis envahi par des ondes de rêve qui régissent mon activité cérébrale. Le système de pensée particulier qui me sert d'instrument pour apprécier le rendement de mes activités est sans fondement stable. L'instabilité de

mes pensées est sujette à des éblouissements qui viennent perturber le cours logique de mes raisonnements. Il m'arrive parfois de douter de la réalité des objets créés de mes mains, et le trouble intérieur qui en résulte me fait envisager souvent d'abandonner toute activité artistique, comme si cette dernière n'était rien de plus qu'un dévoiement qu'il fallait se résoudre tôt ou tard à surmonter au profit d'une activité plus substantielle et d'une vie plus réglée et plus rentable.

Pourtant, en poursuivant cette activité jusqu'à l'absurde, il me semble parfois tenir le bon bout. Lorsque le sens de l'absurde intégral gagne la fonction du dévoyé que je suis, celle de l'artiste « producteur », il me semble que s'offre à moi la possibilité soudaine de réintégrer une fonction plénière de découvrir la vocation vraie. Néanmoins, à cet instant, il m'apparaît que l'artiste que je suis n'a pas de « fonction véritable à exercer ». Il doit se contenter de rendre compte de la dimension sublime et équivoque qui est requise par ses activités, il ne doit pas s'attarder à « penser le monde » pour se donner prétexte à l'intégrer. Il doit se contenter de jeter par-dessus bord tout ce qui encombre le monde. Cela peut aller de l'instruction reçue à l'intelligence qu'on a du monde, cela peut aller de l'activité mimétique à l'activité inconsciente et cérébralement construite. Cela peut aller du veu au vide, du plein au plan. Peu importe, pourvu que l'activité ordinaire de la pensée qui forme le monde se dissolve et soit dissoute, et qu'apparaisse le lieu qui est « sans nom ».

Pourtant, l'activité individuelle de l'artiste a-t-elle encore un sens ?

En dehors de la portée égoïste et particulière de sa sublimation, l'œuvre d'art peut-elle encore porter un sens aux hommes qui la contemplant, n'est-elle pas encore un nouveau prétexte pour noyer l'infini dans les formes sublimes que revêt l'apparence ? L'œuvre d'art est-elle un sens pour elle-même avant d'être un sens pour autrui ? Son déchévement n'est-il qu'une allégorie de contemplation destinée à perfectionner notre compréhension, ou à maintenir ouvert sur l'extérieur le sens du moi individuel qui est par destination voué à l'autocontemplation, au narcissisme et à l'auto-suffisance ? A mon sens, les artistes n'ont pas de leçon à donner à l'humanité, en dehors de l'activité énergétique qui « féconde la pensée ».

C'est lorsque la leçon de la croyance en l'art est oubliée que l'activité énergétique de l'art apparaît, comme un fondement exceptionnel.

L'art, à cet instant, n'est autre chose qu'un « objet » permettant à la pensée de se mouvoir en dehors des règles particulières qu'elle s'est données pour se légitimer. L'art n'a d'autres fins et d'autres buts que de déstabiliser la conscience ordinaire et particulière que l'homme se fait du monde. C'est pourquoi l'art, dans son principe, est inaccessible à tous procédés. Il est miroir déformant ou constat de la réalité, il est sublimation ou revers, il est sublime ou altéré, selon la forme énergétique s'il revêt. Son activité ressemble à la conscience particulière que l'homme se donne à lui-même. Si la conscience de l'homme est accessible à l'exception, l'activité de l'art atteindra à l'exception, si la conscience de l'homme reste fermée à l'exception, l'art lui-même demeurera fermé à l'exception. Il n'y a pas de secret dans l'art, il n'y a de secrets que dans l'homme. Seul l'homme est à même de concrétiser en lui le lieu sans nom où se « fabrique l'exception ».

Jean STARK

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Judi 23 mars

« Enlivrez-vous » (16 h 30 à 18 h) : avec comme invité Bernard Thomas, pour « La vie engloutie » chez Flammarion.

Vendredi 24 mars

« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : le docteur Iranpour présente le projet de l'académie de Vie.
« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : l'environnement à Sao Paulo (Brésil), avec le secrétaire d'Etat de l'Etat de Sao Paulo.

Samedi 25 mars

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : le « blues revival » des années 60.

Dimanche 26 mars

« La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : la résurrection.
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : émission spéciale sur le premier album de dessins et de bandes dessinées des Editions du Monde libertaire, « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! », avec Michel Ragon et les dessinateurs.
« L'imaginaire » (21 h 30 à 22 h 30) : Léo Ferré le magnifique.

Mardi 28 mars

« Wresck this mess » (16 h 30 à 18 h) : le génie de Bertolt Brecht et Kurt Weill.

Mercredi 29 mars

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : avec Aline Richard comme invitée, à propos de son livre « Les cobayes humains » (La Découverte).
« Les damnés de la Terre » (20 h 30 à 22 h 30) : Haïti.
« Traffic » (22 h 30 à 1 h) : avec The Benetts.



Du 1^{er} au 8 avril au CRIME, de 14 h à 19 h.
Vernissage le 1^{er} avril, de 17 h à 20 h,
33, rue de Charonne, 75011 Paris
(tél. : 43.57.67.31).

DEUX DÉBATS

Au Café de la Danse,
5, Passage Louis-Philippe, 75011 Paris,
le 8 avril 1989, de 14 h à 18 h.

L'art pour quoi faire ?

Laurent DANCHIN, Jean DASSONVAL, Roberto GUTTIREZ,
Denis POUPEVILLE, Jean STARK, René STRUBEL,
Laurent Nicolas TAMMAM, Laurent ZUNINO.

La représentation du corps humain dans l'art
Gérard BIGNOLAIS, Evelyne ARTAUD, Nicole CRESTOU,
Alain DJOUDAT, Raymond PERROT, Jean RUSTIN.

LISTE DES ARTISTES

AGE, ATTALI, BERTALAU, BEGUIN, BHAVSAR,
BIGNOLAIS, BLEK, BOISSIER, BUTTI, BONNIER,
CABU, CARDENAS, CASTRO, CARDON, CASTOLDI,
CHABOT, CHENU, COHEN, CLEMENT,
COLMENAREZ, COMBAS, CRESTOU, DASSONVAL,
DE CASO, DONATI, DRAY, FINKELSTEIN, GATTARD,
GOYENECHÉ, GRANIER, GROS, M. LEFEBVRE,
T.A. LEFEBVRE, LEGER, MAGLIONE, MARCARAM,
LIVARTOWSKI, LUNG, MIDNIGHT & STRESS,
MONTPIED, PARRE, PERRET, PERROT, PILAR,
PONTET, POUPEVILLE, REINALDO, RESAME,
SURFACE-ACTIVE, TAMMAM, TENEZE, THOMAS,
ROUDEX, TRUMEL, TOUZOT, VIAUD, VINCENNOT,
WITH, ZEIMMERT, ZUNINO, SCHALK, TAIEB,
ART CLOCHE (BRACONNART, LOLOCHKA,
MERIADEG, SABAN, SCHURDER, STARCK,
STRUBEL). BD : JUILARD, MARCELE, MOEBUS,
PARRAS, ROUGE. REVUE : « PLAGES ».

L'ART POUR RADIO Libertaire 89.4

EXPO-VENTE De soutien

Du 1^{er} au 8 avril

De 14 à 19h.

au "Crime"
33, rue de Charonne
Paris 11^e.
43.57.67.31

CORSE

« Isula morta »

Le mouvement contre la vie chère, lancé par les fonctionnaires, à l'initiative de la CGT et de FO, se généralise à l'ensemble des professions. Les fonctionnaires en grève demandent la mise à parité des salaires avec le continent, l'application à la Corse de la zone 0 (zéro) et, pour faire face à la vie chère, l'obtention d'une prime d'insularité de 1 000 F.

Selon les différents sondages et l'Institut national de la consommation, la vie est plus chère en Corse d'au moins 15% (les légumes : 33%), les salaires y sont plus faibles, le taux de chômage très fort, les stages bidons foisonnent et il y a abondance de TUC et autres toc.

Une prime coloniale ?

Le Syndicat des travailleurs corses (STC) considère que la prime d'insularité accordée aux seuls fonctionnaires accroîtrait les disparités avec les travailleurs du



SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Politique : Municipales, Extrême droite, Editorial, Amis lecteurs.
- PAGE 4, Les luttes : Elections aux PTT, Enseignants en grève, Infirmières-anesthésistes, NMPP.
- PAGE 5, Régions : Le Front national dans le Nord.
- PAGE 6, Sectes : Fanatismes religieux.
- PAGE 7, Répression : Isolement carcéral.
- PAGE 8, Informations Internationales : Les femmes en URSS, Sarawak, Pologne.
- PAGE 9, Informations Internationales : Pologne (suite de la page 8).
- PAGE 10, Expressions : Jehan Mayoux.
- PAGE 11, Expressions : Sélection de programmes de Radio-Libertaire, L'art pour Radio-Libertaire.
- PAGE 12, Société : Nouvelles du front, Christophe Albouy libéré, Thierry Chatbi à nouveau incarcéré, Mouvements sociaux en Corse.

Fred ANTONI

privé et d'autres secteurs, comme les agriculteurs et les pêcheurs, qui subissent tout autant les effets de la vie chère. La prime d'insularité ne s'attaquerait pas aux causes de celle-ci. Il y a toujours absence d'un schéma de développement de l'île, en perspective aucune création d'un seul secteur productif.

Alors que le gouvernement socialiste se déclare prêt à apporter les améliorations nécessaires à la situation que vit la Corse, le STC propose une refonte de la continuité territoriale (cf. article « Mécanismes de la dépendance économique », *Monde libertaire* n° 731 du 22 décembre 1988).

Une masse financière de 800 millions de francs est octroyée par l'Etat pour que les produits ne soient pas plus chers en Corse qu'ailleurs, mais en réalité celle-ci n'est pas répercutée sur la consommation, mais détournée au profit des grossistes de l'importation et aux compagnies du monopole maritime et aérien. La CGT, fer de lance du mouvement, ne veut pas de l'élargissement aux salariés du privé et aux autres catégories socio-professionnelles. Elle sent très bien que le mouvement qu'elle a déclenché répondait à un malaise profond et que, déjà, spontanément et par solidarité, de nombreuses corporations se sont mises en grève, posant les revendications jamais satisfaites liées au problème corse. La prime d'insularité versée par l'Etat serait une reconnaissance du fait colonial, une aide supplémentaire de l'Etat alors que les mécanismes de l'assistanat ne seraient pas mis en cause. Plus que cela, cette prime serait une véritable prime coloniale quand les syndicats réformistes font tout pour que les seuls bénéficiaires en soient les fonctionnaires de l'Etat, tandis qu'ils constituent le secteur le plus protégé.

La réponse de l'Etat : le silence

Il est intéressant de noter que les coordinations mises en place dans le secteur de la santé et des PTT, ces derniers mois, sous l'influence de ce qui se déroulait en France et de la volonté du STC de les promouvoir, ont laissé place dans l'unité, et de façon naturelle, à de larges intersyndicales : phénomène permis par la non-trahison et la non-politisation du mouvement pour le moment.

Aux luttes entamées depuis quatre semaines, l'Etat oppose le silence et, au lieu de négocier, envoie un expert (de plus) pour faire le point sur la vie chère, alors que depuis longtemps les statistiques sur les prix sont connues et les mécanismes dénoncés.

Rocard, issu du « mouvement de la gauche révolutionnaire », au lieu de discuter avec les représentants des travailleurs en lutte, accepte de recevoir des parlementaires corses, expression du claudisme... La réaction est vive pour que la lutte n'échappe pas aux travailleurs et à leurs organisations, d'autres manifestations sont prévues pour faire céder l'Etat.

Quel que soit le dénouement du conflit, différentes revendications sectorielles posées avec force, en plus des mots d'ordre généraux, vont devoir trouver des réponses. C'est ce qu'a aussitôt compris la mairie d'Ajaccio qui a accordé, après trois jours de grève, aux chauffeurs de bus STC des améliorations salariales et la mise en place d'un véritable plan de circulation depuis longtemps réclamé.

ANTIMILITARISME

C. Albouy libéré

Le jeudi 16 mars, Christophe Albouy, incarcéré depuis décembre 1988 à la maison d'arrêt de Poitiers pour refus d'obéissance, était libéré sur décision de la cour d'appel. Revenons rapidement sur l'histoire de Christophe.



Celui-ci avait eu le tort d'effectuer sa demande de statut d'objecteur de conscience en dehors des délais prévus par la loi ; fidèle à ses idées antimilitaristes et pacifistes, Christophe refusait le port de l'uniforme lors de sa « présentation » à la caserne, d'où inculpation pour refus d'obéissance et le tarif habituel récolté : 15 mois de prison ferme.

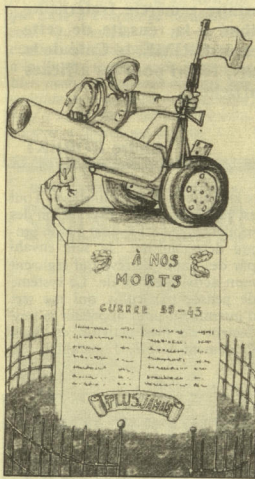
Entre-temps un comité de soutien s'était formé, et un intense travail de médiatisation du « cas » Christophe Albouy portait ses fruits. La cour d'appel est donc revenue sur le précédent jugement et a ordonné la libération de Christophe, sous prétexte d'un « vice de procédure ». Cette libération est bien entendu une première phase, car désormais, et nous le savons bien, il faut attendre la contre-offensive classique de l'armée, qui va à nouveau inviter Christophe à rejoindre ses rangs...

Il nous faut revenir un peu sur le comité de soutien, pour signaler que le groupe de Poitiers de la Fédération anarchiste s'est rapidement disjoint de ce comité. Ceci pour des raisons éthiques et politiques. En effet, ce comité de soutien s'est trouvé envahi par toute la militance chrétienne non violente de gôche que compte la ville de Poitiers, militance qui s'était montrée d'une discrétion exemplaire et éœurante (il faut appeler un chat un chat !) sur le cas de notre compagnon objecteur insoumis Noël Darrigol, deux ans auparavant. Et c'est bien sûr dans la droite ligne de cette absence antérieure que cette militance « bien pensante » a mis sous le boisseau toute argumenta-

tion quelque peu subversive par rapport à l'armée (bref, toute argumentation antimilitariste) pour mettre en avant les thèmes du pacifisme non violent, de l'objection de conscience comme acte moral, etc. Et ceci en passant par-dessus le raisonnement désabusé de Christophe sur le statut d'objecteur de conscience : « L'objection de conscience au militarisme est une tolérance, alors qu'elle devrait être un droit universel et imprescriptible. Je dis tolérance parce que le statut d'objecteur et le service civil font l'objet d'une désinformation volontaire et ne sont en fait qu'une façon détournée de soumettre les réfractaires, et non de satisfaire leurs aspirations pacifistes, mais restent pour eux le seul moyen d'éviter la caserne ou la prison. »

Faute d'avoir pu mettre en place le rapport de force suffisant, notre groupe s'est retiré de ce comité de soutien. Vu la médiatisation locale, nous avons décidé de rester discret dans cette affaire pour ne pas apparaître comme diviseurs. Cette position est, peut-être, très critiquable mais nous l'assumons dans le contexte politique poitevin. Notre priorité ayant toujours été que Christophe s'en prenne le moins possible dans la gueule. Ceci dit, maintenant que la libération de Christophe est effective, quelques comptes vont se régler, autant que cela se sache aussi...

Gr. Berkman de Poitiers



THIERRY CHATBI

Le piège s'est refermé

THIERRY CHATBI, vous vous souvenez ? Ex-délinquant incarcéré en mai 1987 pour une sombre histoire de braquage dont il s'est toujours affirmé innocent, Thierry avait multiplié les luttes durant deux ans : escalade sur les toits de Fresnes, participation aux mutineries de juillet 1987, grèves de la faim successives pour dénoncer l'isolement carcéral et protester de son innocence... Le *Monde libertaire* avait rendu compte de ses luttes, jusqu'à sa libération, cet été, après 70 jours de grève de la faim...

L'acharnement

Une fois libre, Thierry n'avait pas oublié son passé de rebelle et avait continué à dénoncer la justice et la prison. Hélas, il semble que les flics non plus n'aient pas oublié ce rebelle encombrant,

courageux, fidèle à lui-même : le 21 février dernier, Thierry a été arrêté, son appartement perquisitionné et ses proches, qui avaient tout fait pour le sortir de taule, l'ont vu repartir, menottes aux poignets, pour un nouveau séjour... Motif : Thierry aurait participé à un braquage en décembre dernier. On n'en sait guère plus : les flics se sont, bien sûr, montrés avares d'explications, et Thierry, conduit à la maison d'arrêt de Besançon, de sinistre réputation, ne semble pas recevoir le courrier qu'on lui adresse, et aucune lettre de lui n'est encore parvenue... Car, bien sûr, Thierry a retrouvé les quartiers d'isolement... On peut néanmoins tenter de lui écrire à la maison d'arrêt, 5, rue Louis-Pergaud, 25000 Besançon. Pour en savoir plus, pour qu'il se sente moins seul.

Pascale CHOISY

NOUVELLES DU FRONT

• AVENTURE FM.

Malgré les « excellents » résultats constatés récemment, le service « information » de l'armée (SIRPA) se retire de la radio parisienne militaro-papiste. Les retombées ne devaient pas être à la mesure des ambitions affichées. RTL remplace avantageusement le ministère de la Défense, puisque désormais la CTL détient à 84% Aventure FM (15% pour Bayard Presse, 1% pour les militaires, Scouts de France et Guilde européenne du raid). Toujours le même créneau : les jeunes et l'aventure.

• 1789.

L'armée veut, entre autres, célébrer le bicentenaire de la Révolution française en organisant, le 16 septembre, une reconstitution de la bataille de Valmy. Victoire militaire, qui stoppa l'avance des Prussiens, Valmy symbolise l'élan national face à l'envahisseur. Mais, l'ex-ministre de l'Education, actuel ministre des Armées semble ignorer que de nombreux historiens estiment que Brunswick s'est laissé acheter (pour quelques diamants [!]) de la couronne de France, qui furent retrouvés dans sa succession). Explication rationnelle pour la retraite d'une troupe deux fois plus nombreuse... mais guère satisfaisante pour les nationalistes de tout poil !

• PERMANENCE.

Tous les mercredis soir, de 21 h 30 à 23 h 30, le Comité de soutien aux réfractaires organise une permanence téléphonique au (16.1) 45.65.95.25. Vous voulez les contacter, avoir des renseignements, passer une info, n'hésitez pas !

• « ACCIDENT ».

Connaissez-vous le RNVA ? Non ! Il s'agit du Rassemblement national pour la vérité sur les « accidents » à l'armée (BP 1123, 76175 Rouen cedex). Son but est de défendre les appelés victimes de l'armée. Un exemple, Bruno Jardelot fut blessé en 1981 lors d'un exercice de tir : depuis il est invalide à 65%. Il a fallu quatre ans pour que le tribunal d'Amiens déclare l'Etat entièrement responsable. Mais, en 1987, le ministre des Armées a fait appel devant le Conseil d'Etat. Résultat : annulation des procès précédents après huit ans de procédure...

• BANDE DESSINÉE.

Le groupe du XI° de la Fédération anarchiste vient de faire paraître aux éditions du Monde libertaire un superbe album de dessins antimilitaristes : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Jugez du peu : préface de Michel Ragon ; dessins en couleurs ou en noir et blanc de Loup, Tardi, Solé, Granger, Barbe, Pichard, Tapage nocturne, Cabu ; des planches complètes de Gébé, Gotlib, Margerin... et bien d'autres. Et tout cela pour 100 F ! Vous ne le saviez pas ? Vous ne l'avez pas encore ? Mais où allez-vous ? (en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris).

G. HOST

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS